

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1164**6 novembre 2003****SOMMAIRE**

Fiduciaire et Société de Gestion Européenne S.A., Luxembourg	55837
Finandeu S.A., Luxembourg	55872
Foncière de la Pétrusse S.A., Luxembourg	55869
L.F.B. AG, Schengen	55825
Mahalo Marine S.A., Luxembourg	55843
Menzies Afrique S.A., Luxembourg	55838
MGE-RB Europe (Holding 2), S.à r.l., Luxembourg	55827
Rick Shop, S.à r.l., Luxembourg	55825
Siransa S.A., Luxembourg	55826
UBS (Lux) Institutional Fund	55851

L.F.B. AG, Société Anonyme.

Siège social: Schengen, 47, route du Vin.
R. C. Luxembourg B 45.495.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 13 octobre 2003.

P. Bettingen.

(067343.3/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2003.

RICK SHOP, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2269 Luxembourg, 10, rue Jean Origer.
R. C. Luxembourg B 87.278.

EXTRAIT

Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité des voix la résolution suivante:

Madame Josette Gonner-Schwartz est nommée gérante technique avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant technique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2003.

RICK SHOP, S.à r.l.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2003, réf. LSO-AJ05382. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(067567.3/514/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2003.

SIRANSA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 56.254.

DISSOLUTION

L'an deux mille trois, le trente septembre.

Par-devant Maître Marc Lecuit, notaire de résidence à Redange-sur-Attert.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SIRANSA S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri, inscrite au registre du commerce et des sociétés auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, section B numéro 56.254, constituée suivant acte reçu par Maître André Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg en date du 9 août 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 614 du 28 novembre 1996 et dont les statuts ont été modifiés par acte sous seing privé en date du 17 mai 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1129 en date du 25 juillet 2002.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Claudine Cambron, demeurant à Etalles (Belgique).

Le Président désigne comme secrétaire Madame Sarah Turk, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Nicole Henoumont, demeurant à Martelange (Belgique).

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1) Lecture du rapport du commissaire à la liquidation.

2) Décharge du liquidateur et du commissaire à la liquidation de leurs mandats respectifs.

3) Clôture de la liquidation de la société.

4) Indication de l'endroit où les livres et documents sociaux devront être déposés et conservés pendant cinq ans à partir de ce jour.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée lit le rapport du commissaire à la liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée accorde décharge pleine et entière au liquidateur et au commissaire à la liquidation pour l'exercice de leurs mandats respectifs.

Troisième résolution

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation de la société.

Quatrième résolution

Les livres et documents de la société seront conservés pendant une durée de cinq années au siège social de la société à L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte s'élève approximativement à quatre cent soixante-dix euros (470,00 EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom, qualité et demeure, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. Cambron, S. Turk, N. Henoumont, M. Lecuit.

Enregistré à Redange-sur-Attert, le 1^{er} octobre 2003, vol. 404, fol. 3, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): R. Schaack.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 13 octobre 2003.

M. Lecuit.

(065468.3/243/62) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2003.

MGE-RB EUROPE (HOLDING 2), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1528 Luxembourg, 11, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 96.297.

STATUTES

In the year two thousand three, on the eleventh of September.
Before Us Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem (Luxembourg).

There appeared the following:

1. McARTHUR/GLEN EUROPE HOLDINGS LTD, LLC, a company having its registered office at 1900 K Street, N.W., Suite 650, Washington DC 20006, United States of America, registered at the Delaware Register under number 3143238,

represented by M^e Marc Loesch, lawyer, residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy given at Washington, on August 4, 2003.

2. RICHARDSON EUROPEAN HOLDINGS, S.à r.l., a company having its registered office at 54, boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered in the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 86.562,

represented by M^e Marc Loesch, prenamed,
by virtue of a proxy given at Luxembourg, on August 1, 2003.

These proxies, signed ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, acting in the above stated capacity, have requested the above notary to draw up the articles of incorporation of a société à responsabilité limitée which is herewith established as follows:

Chapter I.- Definitions**Art. 1. Definitions**

The terms defined in this Article 1, wherever appearing in these articles of incorporation, shall have the meanings set forth below:

«Articles» means the articles of incorporation of the Company and any reference to an «Article» shall be a reference to an article of such articles of incorporation.

«Board» means the board of directors of the Company.

«Company» means MGE-RB EUROPE (HOLDING 2), S.à r.l.

«Directors» means the directors from time to time of the Company.

«Shareholder» means the holder of Shares from time to time and the expression «Shareholders» shall be construed accordingly.

«Share» means a share in the capital of the Company from time to time and the expression «Shares» shall be construed accordingly.

Chapter II.- Form, Name, Registered Office, Object, Duration**Art. 2. Form, Name**

2.1. There is established by the appearing parties a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, and article 1832 of the civil code, as amended, and by the present Articles.

The Company is initially composed of several Shareholders, owner of all the Shares. The Company may however at any time be composed of a single Shareholder, notably as a result of the transfer of Shares.

2.2. The Company will exist under the name of MGE-RB EUROPE (HOLDING 2), S.à r.l.

Art. 3. Registered Office

3.1. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

3.2. The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a decision of the Board.

3.3. In the event that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

Art. 4. Object

4.1. The purposes for which the Company is formed, such purposes to be conducted through the Company taking participating interests in companies or other entities conducting such activities or enterprises, are:

(i) the acquisition, promotion, holding, management and supervision of all sorts of real estate located in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad; and

(ii) all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, management, control and development of such participating interests.

4.2. The Company may particularly use its funds for the setting-up, management, development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, development and control

of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise have developed these securities and patents.

4.3. The Company may provide financial assistance to other companies forming part of the same group than the Company, such as among other the provision of loans and the granting of guaranties or securities in any kind or form. The Company may borrow in any kind or form and issue bonds or notes.

Art. 5. Duration

5.1. The Company is formed for an unlimited duration.

5.2. The Company may be dissolved at any time pursuant to a resolution of the general meeting of Shareholders resolving in conformity with the provisions of the law.

Chapter III.- Capital, Shares

Art. 6. Subscribed Capital

6.1. The subscribed capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into two hundred and fifty (250) Class A shares and two hundred and fifty (250) Class B shares (together the «Shares») with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

6.2. The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of Shareholders voting with the same quorum as for the Amendment of the articles.

6.3. In addition to the subscribed capital, there may be set up a Share premium account into which any premium paid on any Share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Share which the Company may redeem from its Shareholders or to make distributions to the Shareholders, provided that any such redemption or such distribution out of Share premium may only benefit such Class of Shares on which the relevant Share premium has originally been paid in.

Art. 7. Transfer of Shares

7.1. The transfer of Shares among Shareholders is restricted.

7.2. The transfer of Shares to a third party is subject to the consent to be given by the general meeting of Shareholders representing at least three quarters of the subscribed share capital.

7.3. Any transfer of Shares against the provisions of Article 7.2. is void and will not be recognised by the Company.

Art. 8. Evidence of a transfer of Shares

8.1. The transfer of Shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal.

8.2. The transfer can be opposed to the Company and to third parties only after due service of the transfer to the Company or acceptance by the Company in compliance with article 1690 of the civil code.

Art. 9. Death of a Shareholder

9.1. In the event of death of a Shareholder, whether a director or not, the Company will not be dissolved and it will continue to exist among the surviving Shareholders and the legal heirs of the deceased Shareholder.

9.2. The disability, bankruptcy or insolvency of any one of the Shareholders shall not terminate the Company.

Art. 10. Indivisibility of the Shares

10.1. Each Share is indivisible insofar as the Company is concerned. Co-owners are represented towards the Company by only one of them or by a common attorney-in-fact chosen among the Shareholders.

10.2. The rights and obligations attached to each Share follow the Share wherever it goes. The ownership of a Share automatically entails adherence to the Articles.

10.3. The heirs and creditors of a Shareholder may neither solicit seals to be affixed on the assets and documents of the Company, nor interfere in any manner whatsoever with its management; they have the obligation, for the exercise of their rights, to refer to the Company's inventories and to the decisions of the general meetings of Shareholders.

Chapter IV.- Management and statutory Auditor

Art. 11. Board, Appointment, Powers

11.1. The Company will be administered by the Board composed of not more than ten (10) and not less than four (4) directors (the «Directors») who need not be Shareholders.

11.2. The Directors will be elected by the general meeting of Shareholders, which shall determine the duration of their mandate, subject to the fact that they will hold office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the general meeting of Shareholders resolving in conformity with the provisions of the law.

11.3. The «Class A» Shareholders and the «Class B» Shareholders shall be entitled to representation on the Board, at all times, by an equal number of Directors, such Directors once appointed being known as «A» Directors, respectively as «B» Directors.

11.4. The following provisions shall apply to the appointment of «A» Directors and «B» Directors:

11.5. In case of vacancy of one or several «A» Director positions on the Board, the «A» Shareholder shall propose for election by the Shareholders a list of candidates, such candidates being known as «A» Candidates. That list shall in any case comprise two candidates for one «A» Director to be elected.

11.6. In case of vacancy of one or several «B» Director positions on the Board, the «B» Shareholder shall propose for election by the Shareholders a list of candidates, such candidates being known as «B» Candidates. That list shall in any case comprise two candidates for one «B» Director to be elected.

11.7. Whenever there are less than two (2) «A» Directors on the Board, the general meeting of Shareholders shall elect as many «A» Candidates as are necessary to fill the vacant «A» Director positions on the Board.

11.8. Whenever there are less than two (2) «B» Directors on the board, the general meeting of Shareholders shall elect as many «B» Candidates as are necessary to fill the vacant «B» Director positions on the Board.

11.9. Subject to the provisions of article 11.11., among different «A» Candidates or «B» Candidates, the candidates in favour of whom the highest number of votes have been cast are elected as Directors.

11.10. If two (2) calendar days before the date set for the above Shareholders meeting, the Board has not received all the lists to be presented by the Shareholders by registered mail at the registered office of the Company in accordance with the procedure from time to time laid down by the Board, then the Shareholders shall appoint the Directors from the list received or, where no such list has been received, at their discretion, and where «A» Directors are to be appointed, any candidate shall be deemed to be an «A» Candidate, and where «B» Directors are to be appointed, any candidate shall be deemed to be a «B» Candidate.

11.11. In any event, the appointment of Directors is subject to the relevant resolution being adopted by the Shareholders representing more than one half of the corporate capital. If this majority is not reached at the first meeting or written consultation, the Shareholders are called or consulted a second time by registered mail and the decisions are taken subject to a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the represented capital.

11.12. In the event of a vacancy on the Board, the remaining Directors are not authorised to fill such vacancy until the next meeting of Shareholders. In such event, the Board shall convene a Shareholders' meeting, which shall proceed with the election of a new Director in compliance with the provisions of this Article 11.

Art. 12. Meetings of the Board

12.1. The Board will choose from among its members a Chairman.

The Directors shall propose for election as Chairman of the Board a list of candidates. That list shall in any event comprise at least two candidates. The Board may also choose a secretary, who need not be a Director, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the meeting of the Shareholders.

12.2. The Board will meet upon notice from the Chairman. A meeting of the Board must be convened if any Director so requires. The Board shall not meet less frequently than quarterly.

12.3. The Chairman will preside at all meetings of Shareholders and at meetings of the Board, but in his absence the general meeting of Shareholders or the Board will appoint another Director as chairman pro tempore by vote of the majority present at such meeting.

12.4. Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least ten days written notice of Board meetings shall be given. Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

12.5. The notice may be waived by the consent in writing or by telefax, cable, telegram or telex of each Director. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

12.6. Every Board meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the Board may, from time to time, determine.

12.7. Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another Director as his proxy.

12.8. A quorum of the Board shall be the presence or the representation of a majority of «A» Directors and a majority of «B» Directors holding office.

12.9. Decisions will be taken by a simple majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the case of an equality of votes at any meeting of the Board, the Chairman of the meeting shall not be entitled to a second or casting vote.

12.10. A telephone conference call during which a quorum of the Directors provided in Article 12.8. participates in the call shall be valid as meeting of the Board provided written minutes reflecting the decisions adopted during such telephone conference call signed by all the Directors attending such telephone conference call are made.

12.11. In case of emergency, a written decision, signed by all the Directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Directors.

Art. 13. Minutes of meetings of the Board

13.1. The minutes of each meeting of the Board will be signed by the chairman of the meeting. Any proxies will remain attached thereto.

13.2. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman of the Board or by any two Directors.

Art. 14. Powers of the Board

The Board is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's objects. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meetings of Shareholders are within the competence of the Board.

Art. 15. Delegation of Powers

The Board may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more Directors, other officers, executives, employees or other persons who may but need not be Shareholders, or delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Art. 16. Conflict of Interests

16.1. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or other officers of the Company has a personal interest in, or is a director, Shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any Director or other officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

16.2. In the event that any Director or other officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, he shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's or other officer's interest therein shall be reported to the next general meetings of Shareholders.

16.3. The Company shall indemnify any Director or other officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or other officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 17. Representation of the Company

The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of one «A» Director and one «B» Director, or by the single signature of any Director to whom the daily management of the Company has been delegated, or by the joint signatures of any persons to whom such signatory power has been delegated by a resolution of the Board, but only within the limits of such power.

Art. 18. Statutory Auditors

18.1. The supervision of the operations of the Company is entrusted to one auditor or several auditors who need not be Shareholders.

18.2. The auditors will be elected by the Shareholders' meeting, which will determine their number, for a period not exceeding six (6) years, and they will hold office until their successors are elected. They are re-eligible, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the Shareholders' meeting.

Chapter V.- Meeting of Shareholders**Art. 19. Powers of the Meeting of Shareholders**

19.1. Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company represents the entire body of Shareholders.

19.2. It has the powers conferred upon it by law.

Art. 20. General Meetings of Shareholders

20.1. The Board may convene general meetings of Shareholders. Such meetings must be convened if Shareholders representing at least 10% of the Company's capital so require.

20.2. Shareholders' meetings, including the annual general meetings of Shareholders, may be held abroad if, in the judgment of the Board, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Procedure, Vote

21.1. Shareholders will meet upon request by the Board. The notice will contain the agenda of the meeting.

21.2. If all the Shareholders are present or represented at a Shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

21.3. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex as his proxy another person who need not be a Shareholder.

21.4. The Board may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a Shareholders' meeting.

21.5. Unless otherwise provided by law, a quorum of the general meeting of Shareholders shall be the presence or the representation of at least 50 % of the Shareholders of the Company.

21.6. One vote is attached to each Share.

21.7. Unless otherwise provided by law, decisions will be taken by a simple majority of the Shareholders present or represented.

21.8. Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman of the meeting of Shareholders or by any two Shareholders.

Chapter VI.- Financial Year, Distribution of Profits**Art. 22. Financial Year**

22.1. The Company's financial year begins on the first day of April and ends on the last day of March of the following year.

22.2. The Board shall prepare annual accounts in accordance with the requirements of Luxembourg law and accounting practice.

22.3. Subject to complying with the provisions of any applicable law, the Board may pay out an advance on dividends. The Board determines the amount and the date of any such advance payment.

Art. 23. Appropriation of Profits

23.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

23.2. Upon recommendation of the Board, the general meeting of Shareholders determines how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the Shareholders as dividend.

Chapter VII.- Dissolution, Liquidation**Art. 24. Dissolution, Liquidation**

24.1. The Company may be dissolved by a decision of the general meetings of Shareholders voting with the same quorum and majority as provided by law.

24.2. Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of Shareholders, which will determine their powers and their competence.

Chapter VIII.- Applicable Law**Art. 25. Applicable Law**

All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

Thereupon now appeared, M^e Marc Loesch, prenamed, acting in his capacity as duly authorized attorney in fact of RICHARDSON EUROPEAN HOLDINGS, S.à r.l., prenamed, by virtue of the above mentioned proxy, and declared to subscribe to and to pay up entirely in cash the two hundred fifty (250) newly issued Class A shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

Thereupon now appeared M^e Marc Loesch, prenamed, acting in his capacity as duly authorized attorney in fact of McARTHUR/GLEN EUROPE HOLDINGS LTD, LLC, prenamed, by virtue of the above mentioned proxy, and declared to subscribe to and to pay up entirely in cash the two hundred fifty (250) newly issued Class B shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

Proof of such payments have been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand three hundred euro.

Transitory Provision

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of March 2004.

Resolutions of the general meeting of Shareholders

The general meeting of Shareholders has taken immediately the following resolutions:

1. The numbers of the members of the Board is set at six (6), and the following directors are elected for a duration of six (6) years:

Class A directors:

- Mr Lee Scott Richardson, company director, residing at 100 Dudley Road East, Oldbury, West Midlands, B69 3DY, United Kingdom;

- Mr Simon Andrew Megginson Corner, company director, residing at 100 Dudley Road East, Oldbury, West Midlands, B69 3DY, United Kingdom;

- Mr Cristiano Ronchi, company director, residing at via Senato 11/D, 20020 Arese, Milan, Italy.

Class B directors:

- Mrs Julia Jean Calabrese, company director, residing at 43-45 Portman Square, London W1H 0AG, United Kingdom;

- Mr Antonio Luca Ortigara de Ambrosis, company director, residing at Corso Matteotti 1, 20121 Milan, Italy;

- Mr Gerhard Graf, company director, residing at Untere Wunkau 60, 7111 Parndorf, Austria.

The directors are entrusted with the powers set forth in article 14 of the Articles of the Company.

2. The address of the registered office of the Company is set at 11, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le onze septembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Luxembourg).

Ont comparu:

1. McARTHUR/GLEN EUROPE HOLDINGS LTD, LLC, une société ayant son siège social au 1900 K Street, N.W., Suite 650, Washington DC 20006, Etats-Unis d'Amérique, enregistrée auprès du Registre de Delaware sous le numéro 3143238,

représentée par M^e Marc Loesch, avocat, demeurant à Luxembourg,
en vertu d'une procuration donnée à Washington, le 4 août 2003.

2. RICHARDSON EUROPEAN HOLDINGS, S.à r.l., une société ayant son siège social au 54, boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 86.562,

représentée par M^e Marc Loesch, prénommé,
en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 1^{er} août 2003,

Lesquelles procurations, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte aux fins de formalisation.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il vont constituer par les présentes:

Chapitre I.- Définitions

Art. 1. Définitions

Les termes définis dans cet article 1 apparaissant dans les présents statuts auront les significations suivantes:

«Statuts» signifie les statuts de la Société et toute référence à un «Article» est à considérer comme se référant à un Article des Statuts.

«Conseil» signifie le conseil d'administration de la Société.

«Société» signifie MGE-RB EUROPE (HOLDING 2), S.à r.l.

«Administrateurs» signifie les administrateurs de la Société.

«Associé» signifie le détenteur de Parts Sociales de la Société de temps en temps et le terme d'«Associés» doit être interprété de la même façon.

«Parts Sociales» signifie les parts sociales de la Société et le terme de «Part Sociale» doit être interprété de la même façon.

Chapitre II- Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 2. Forme, Dénomination

2.1. Il est formé par les comparants une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, et par l'article 1832 du code civil, tel que modifié, ainsi que par les présents Statuts.

La Société comporte initialement plusieurs Associés, propriétaires de la totalité des Parts Sociales. Elle peut cependant, à toute époque, comporter un unique Associé, par suite, notamment, de cession ou transmission desdites Parts Sociales.

2.2. La Société adopte la dénomination MGE-RB EUROPE (HOLDING 2), S.à r.l.

Art. 3. Siège social

3.1. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

3.2. Le siège social peut être transféré dans tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par une décision du Conseil.

3.3. Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareilles mesures provisoires seront faites et portées à la connaissance des personnes intéressées par l'une des personnes ou l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 4. Objet

4.1. La Société poursuit les objets suivants, ces objets devant être poursuivis à travers la Société prenant des engagements dans des sociétés et autres entités poursuivant de telles activités ou entreprises:

(i) l'acquisition, la promotion, la détention, la gestion et la supervision de propriétés immobilières situées au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger; et

(ii) toutes transactions tendant directement ou indirectement à la prise de participations dans toutes sociétés de toutes formes ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

4.2. La Société peut en particulier faire usage de ses biens pour la constitution, la gestion, la mise en valeur et la disposition d'un portefeuille constitué de valeurs mobilières et de licences de toute nature, participer à la création, la mise en valeur et le contrôle de toutes sociétés, acquérir par contribution, souscription, participation syndicale, option d'achat ou autrement des valeurs mobilières et des licences de toute nature, les convertir en espèces en les vendant, cédant, échangeant ou autrement, mettre ses valeurs mobilières et licences en valeur.

4.3. La Société peut accorder toute assistance financière à d'autres sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, notamment des prêts, garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit. La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission d'obligations.

Art. 5. Durée

5.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5.2. Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des Associés statuant dans les conditions prévues par la loi.

Chapitre III.- Capital, Actions

Art. 6. Capital social

6.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en deux cent cinquante (250) Parts Sociales de Classe A et deux cent cinquante (250) Parts Sociales de Classe B (ensemble les «Parts Sociales») d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

6.2. Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des Associés statuant dans les mêmes conditions de quorum qu'en matière de modification des Statuts.

6.3. A côté du capital souscrit, il peut être établi un compte Prime d'émission sur lequel toute prime payée sur une Part Sociale en plus de sa valeur nominale est transféré. Le montant du compte Prime d'émission peut être utilisé pour le paiement de toutes Parts Sociales que la Société peut racheter à ses Associés ou pour faire des distributions aux Associés, sous réserve qu'un tel rachat ou une telle distribution prélevée sur la Prime d'émission ne peut bénéficier qu'à la Classe de Parts Sociales sur lesquelles la Prime d'émission en question a été payée à l'origine.

Art. 7. Cession des parts sociales

7.1. La cession des Parts Sociales parmi les Associés est soumise à des restrictions.

7.2. La cession de Parts Sociales à des tiers est soumise à l'approbation donnée par l'assemblée générale des Associés représentant au moins trois quart du capital social souscrit.

7.3. Tout transfert de Parts Sociales contraire aux dispositions de l'Article 7.2 est nul et n'est pas reconnu par la Société.

Art. 8. Preuve d'une cession de parts sociales

8.1. La cession de Parts Sociales doit être constatée par un acte notarié ou par un acte sous seing privé.

8.2. La cession n'est opposable à la Société et aux tiers qu'après avoir été dûment signifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du code civil.

Art. 9. Décès d'un Associé

9.1. En cas de décès d'un Associé, Administrateur ou non, la Société ne sera pas dissoute et continuera entre les Associés survivants et les héritiers de l'Associé décédé.

9.2. L'incapacité, la faillite ou la déconfiture de l'un des Associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 10. L'indivisibilité des parts sociales

10.1. Chaque Part Sociale est indivisible à l'égard de la Société. Envers la Société, les copropriétaires sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire commun choisi parmi les Associés.

10.2. Les droits et obligations attachés à chaque Part Sociale suivent celle-ci. La propriété d'une Part Sociale comporte automatiquement adhésion aux Statuts.

10.3. Les héritiers et les créanciers d'un Associé ne peuvent ni requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans sa gestion; ils sont obligés de se rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales des Associés pour l'exercice de leurs droits.

Chapitre IV.- Gérance et Commissaire aux Comptes

Art. 11. Conseil, Nomination, Pouvoirs

11.1. La Société sera administrée par le Conseil composé au maximum de dix (10) et au minimum de quatre (4) Administrateurs, Associés ou non.

11.2. Les Administrateurs seront nommés par l'assemblée générale des Associés qui déterminera la durée de leur mandat, sous réserve qu'ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'assemblée générale des Associés statuant en conformité avec les dispositions de la loi.

11.3. Les Associés «A» et les Associés «B» auront le droit d'être représentés, à tout moment, au sein du Conseil d'Administration par un nombre équivalent d'Administrateurs, lesquels Administrateurs, une fois nommés, étant désignés comme Administrateurs «A» et Administrateurs «B».

11.4. Les dispositions qui suivent s'appliqueront à la désignation des Administrateurs «A» et des Administrateurs «B»:

11.5. En cas de vacance au sein du Conseil d'un ou de plusieurs Administrateurs «A», le ou les Associés «A» proposeront, en vue de leur élection par les Associés, une liste de candidats, désignés comme Candidats 'A'. Cette liste comportera toujours deux candidats pour un Administrateur «A» à élire.

11.6. En cas de vacance au sein du Conseil d'un ou de plusieurs Administrateurs «B», le ou les Associés «B» proposeront, en vue de leur élection par les Associés, une liste de candidats, désignés comme Candidats «B». Cette liste comportera toujours deux candidats pour un Administrateur «B» à élire.

11.7. Toutes les fois qu'il y aura moins deux (2) Administrateurs «A» au sein du Conseil, l'assemblée générale des Associés élira autant d'Administrateurs «A» que nécessaires afin de pourvoir aux postes vacants d'Administrateurs «A» au sein du Conseil.

11.8. Toutes les fois qu'il y aura moins deux (2) Administrateurs «B» au sein du Conseil, l'assemblée générale des Associés élira autant d'Administrateurs «B» qu'il sera nécessaire afin de pourvoir aux postes vacants d'Administrateurs «B» au sein du Conseil.

11.9. Conformément aux dispositions de l'article 11.11., parmi les différents Candidats «A» et Candidats «B», les candidats ayant reçu la majorité des votes exprimés seront élus Administrateurs «A» et Administrateurs «B».

11.10. Si deux (2) jours calendaires avant la date retenue pour l'assemblée générale des Associés, le Conseil n'a pas reçu les listes devant être présentées par les Associés par courrier recommandé au siège social de la Société en conformité avec la procédure de temps en temps fixée par le Conseil, alors les Associés devront nommer les Administrateurs à partir de la liste reçue ou, lorsqu' aucune liste n'a été reçue, à leur discrétion, et quand des Administrateurs «A»

doivent être nommés, n'importe quel candidat sera considéré comme Candidat «A» et quand des Administrateurs «B» doivent être nommés, n'importe quel candidat sera considéré comme Candidat «B».

11.11. Dans tous les cas, la désignation d'Administrateurs est sujette aux résolutions appropriées devant être adoptées par les Associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou à la première consultation écrite, les Associés sont appelés ou consultés une seconde fois par courrier recommandé et les décisions sont prises à la majorité des votes émis sans tenir compte de la proportion du capital représenté.

11.12. En cas de vacance au sein du Conseil, les Administrateurs restants ne sont pas autorisés à combler une telle vacance jusqu'à la prochaine assemblée générale. Dans cette hypothèse, le Conseil doit convoquer une assemblée générale dans laquelle les Associés devront procéder à l'élection d'un nouvel Administrateur en conformité avec les dispositions du présent article 11.

Art. 12. Réunions du Conseil

12.1. Le Conseil choisira parmi ses membres un Président.

Les Administrateurs proposeront, en vue de l'élection du Président du Conseil, une liste de candidats. Cette liste devra en toute hypothèse comporter au moins deux candidats. Le Conseil pourra également choisir un secrétaire, Administrateur ou non, qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil et des assemblées générales des Associés.

12.2. Le Conseil se réunira sur la convocation du Président. Une réunion du Conseil doit être convoquée si un Administrateur le demande. Le Conseil se réunira au moins une fois tous les trimestres.

12.3. Le Président présidera toutes les assemblées générales des Associés et toutes les réunions du Conseil, mais en son absence l'assemblée générale des Associés ou le Conseil désignera à la majorité des personnes présentes un autre Administrateur en tant que président pro tempore.

12.4. Un avis écrit de chaque réunion du Conseil sera donné au moins dix (10) jours avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'assister à la réunion. Cette convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

12.5. Il pourra être passé outre cette convocation avec l'accord par écrit, par télécopieur, par câble, par télégramme ou par télex de chaque Administrateur. Aucune convocation spéciale n'est requise pour les réunions se tenant à une date, à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement prise par le Conseil.

12.6. Toute réunion du Conseil se tiendra à Luxembourg ou à un autre endroit que le Conseil peut de temps en temps déterminer.

12.7. Tout Administrateur pourra se faire représenter aux réunions du Conseil en désignant par écrit, par télécopieur, par câble, par télégramme ou par télex un autre Administrateur comme son mandataire.

12.8. Le quorum du Conseil sera la présence ou la représentation d'une majorité d'Administrateurs «A» et d'une majorité d'Administrateurs «B» en fonction.

12.9. Les décisions seront prises à la majorité simple des votes des Administrateurs présents ou représentés à la réunion. En cas d'égalité des votes à une réunion du Conseil, le Président de la réunion n'aura pas droit à un second vote ou à un vote prépondérant.

12.10. Une conférence par téléphone à laquelle participe le quorum d'Administrateurs prévu par l'Article 12.8. constitue une réunion du Conseil valable sous condition qu'un procès-verbal reprenant les décisions prises lors de la conférence par téléphone signé par tous les Administrateurs participant à cette conférence par téléphone soit établi.

12.11. En cas d'urgence, une décision par écrit, signée par tous les Administrateurs, est régulière et valable, comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du Conseil dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée dans un seul ou dans plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, chacun signé par un ou plusieurs Administrateurs.

Art. 13. Procès-verbaux des réunions du Conseil

13.1. Les procès-verbaux de chaque réunion du Conseil seront signés par le président de la réunion. Toutes procurations y resteront annexées.

13.2. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le Président du Conseil ou par deux Administrateurs.

Art. 14. Pouvoirs du Conseil

Le Conseil a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'assemblée générale des Associés par la loi ou les présents Statuts sont de la compétence du Conseil.

Art. 15. Délégation de pouvoirs

Le Conseil peut déléguer la gestion journalière de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs Administrateurs, directeurs, fondés de pouvoirs, employés ou autres personnes, Associés ou non, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

Art. 16. Conflit d'Intérêts

16.1. Aucun contrat ou autre opération entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs Administrateurs ou fondés de pouvoirs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Un Administrateur ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, au motif de l'appar-

tenance à cette société ou firme, empêché de donner son avis et de voter ou d'agir en vue des opérations relatives à un tel contrat ou de telles opérations.

16.2. Au cas où un Administrateur ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, il en avisera le Conseil et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel de l'Administrateur ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de la prochaine assemblée générale des Associés.

16.3. La Société indemniserà tout Administrateur ou fondé de pouvoirs et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés en raison de leurs fonctions actuelles ou anciennes d'Administrateur ou de fondé de pouvoirs de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où ils avaient été déclarés coupables pour négligence grave ou inconduite; en cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société est informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas pour les personnes sus-nommées d'autres droits auxquels elles pourraient prétendre.

Art. 17. Représentation de la Société

La Société sera tenue envers les tiers, par les signatures conjointes d'un Administrateur «A» et d'un Administrateur «B», ou par la seule signature de l'Administrateur auquel la gestion journalière de la Société a été déléguée ou par les signatures conjointes des personnes auxquelles ce pouvoir de signature a été attribué par décision du Conseil, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 18. Commissaires aux Comptes

18.1. Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, Associés ou non.

18.2. Le ou les commissaires aux comptes seront nommés par l'assemblée générale des Associés, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six (6) ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des Associés, avec ou sans motif.

Chapitre V.- Assemblée Générale des associés

Art. 19. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Associés

19.1. Toute assemblée générale des Associés régulièrement constituée représente l'ensemble des Associés.

19.2. Elle a les pouvoirs qui lui sont réservés par la loi.

Art. 20. Assemblée Générale Annuelle des Associés

20.1. Le Conseil pourra convoquer des assemblées générales des Associés. De telles assemblées doivent être convoquées au cas où les Associés représentant au moins 10% du capital social de la Société l'exigent.

20.2. Les assemblées générales des Associés, y compris l'assemblée générale annuelle des Associés, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que selon l'appréciation souveraine du Conseil les circonstances de force majeure l'exige.

Art. 21. Procédure, Vote

21.1. Les assemblées générales des Associés seront convoquées par le Conseil. La convocation contiendra l'ordre du jour de l'assemblée.

21.2. Au cas où tous les Associés sont présents ou représentés à une assemblée et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocations préalables.

21.3. Tout Associé peut prendre part aux assemblées générales des Associés en désignant par écrit, par télécopieur, par câble, par télégramme ou par télex un mandataire, Associé ou non.

21.4. Le Conseil peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour prendre part aux assemblées générales des Associés.

21.5. Sauf disposition contraire de la loi, le quorum des assemblées générales des Associés sera la présence ou la représentation d'au moins 50% des Associés de la Société.

21.6. Chaque Part Sociale donne droit à une voix.

21.7. Sauf disposition contraire de la loi, les décisions seront prises à la majorité simple des Associés présents ou représentés.

21.8. Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée générale des Associés à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président de l'assemblée ou par deux Associés.

Chapitre VI.- Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 22. Année sociale

22.1. L'année sociale de la Société commence le premier avril et se termine le dernier jour du mois de mars de l'année suivante.

22.2. Le Conseil prépare les comptes annuels suivant les dispositions de la loi et des pratiques comptables luxembourgeoises.

22.3. Sous réserve de respecter les dispositions légales applicables, le Conseil peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes. Le Conseil détermine le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Art. 23. Affectation des bénéfices

23.1. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social de la Société.

23.2. Sur recommandation du Conseil, l'assemblée générale des Associés décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux Associés comme dividendes.

Chapitre VII.- Dissolution, Liquidation**Art. 24. Dissolution, Liquidation**

24.1. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des Associés délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi.

24.2. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des Associés qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Chapitre VIII.- Loi Applicable**Art. 25. Loi applicable**

Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et Libération

Ensuite, a comparu Maître Marc Loesch, prénommé, agissant dans sa qualité de mandataire dûment autorisé de RICHARDSON EUROPEAN HOLDINGS, S.à r.l., prénommée, en vertu de la procuration susmentionnée, qui déclare souscrire au nom et pour le compte de ladite société les deux cent cinquante (250) Parts Sociales de Classe A nouvellement créées d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune et libérer entièrement en numéraire la totalité de ces Parts Sociales.

Ensuite, a comparu Maître Marc Loesch, prénommé, agissant dans sa qualité de mandataire dûment autorisé de McARTHUR/GLEN EUROPE HOLDINGS LTD, LLC, prénommée, en vertu de la procuration susmentionnée, qui déclare souscrire au nom et pour le compte de ladite société les deux cent cinquante (250) Parts Sociales de Classe B nouvellement créées d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune et libérer entièrement en numéraire la totalité de ces Parts Sociales.

Preuve de cette libération en numéraire a été rapportée au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Coût

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ deux mille trois cents euros.

Dispositions transitoires

La première année sociale commencera à la date de constitution et finit le dernier jour de mars 2004.

Résolutions de l'Assemblée Générale des associés

Et à l'instant, l'assemblée générale des associés, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de d'administrateurs est fixé à six (6). Sont nommés administrateurs de la Société pour une durée de six (6) ans:

Administrateurs de Classe A:

- Monsieur Lee Scott Richardson, administrateur de société, demeurant au 100 Dudley Road East, Oldbury, West Midlands, B69 3DY, Royaume Uni;

- Monsieur Simon Andrew Megginson Corner, administrateur de société, demeurant au 100 Dudley Road East, Oldbury, West Midlands, B69 3DY, Royaume Uni;

- Monsieur Cristiano Ronchi, administrateur de société, demeurant à via Senato 11/D, 20020 Arese, Milan, Italie.

Administrateurs de Classe B:

- Madame Julia Jean Calabrese, administrateur de société, demeurant au 14 Hans Crescent, London SW1, Royaume Uni;

- Monsieur Antonio Luca Ortigara de Ambrosis, administrateur de société, demeurant à Corso Matteotti 1, 20121 Milan, Italie;

- Monsieur Gerhard Graf, administrateur de société, demeurant à Untere Wunkau 60, 7111 Parndorf, Autriche.

Les administrateurs sont investis des pouvoirs prévus à l'article 14 des statuts de la Société.

2. Le siège social de la Société sera au 11, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. Loesch, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 15 septembre 2003, vol. 879, fol. 52, case 1. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 16 septembre 2003.

J.-J. Wagner.

(067113.3/239/628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2003.

FIDUCIAIRE ET SOCIETE DE GESTION EUROPEENNE, Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 84, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 44.696.

L'an deux mille trois, le deux octobre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme FIDUCIAIRE ET SOCIETE DE GESTION EUROPEENNE, ayant son siège social à L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter, R. C. Luxembourg section B numéro 44.696, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 14 juillet 1993, publié au Mémorial C numéro 484 du 16 octobre 1993, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 4 août 1993, publié au Mémorial C numéro 524 du 3 novembre 1993.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Nico Hansen, administrateur de sociétés, demeurant à Bissen.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Steve Leonard, employé privé, demeurant à Rumelange.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Monique Mechtel, employée privée, demeurant à Beringen.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- 1.- Suppression de la valeur nominale des actions.
- 2.- Conversion du capital social de LUF en EUR.
- 3.- Augmentation du capital social d'un montant adéquat en euro en vue de porter le capital souscrit ainsi obtenu par conversion à 31.250,- EUR), sans création d'actions nouvelles.
- 4.- Libération intégrale de l'augmentation de capital.
- 5.- Remplacement des 1.250 actions sans expression de valeur nominale par 1.250 actions avec une valeur nominale de 25,- EUR chacune.
- 6.- Modification afférente de l'article 5, alinéa 1^{er}, des statuts.
- 7.- Transfert du siège social à L-1150 Luxembourg, 84, route d'Arlon.
- 8.- Suppression du 2^{ème} alinéa de l'article 4 des statuts.
- 9.- Nominations statutaires.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale des mille deux cent cinquante (1.250) actions représentant le capital social de un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF).

Deuxième résolution

L'assemblée décide de convertir la devise d'expression du capital social de la société, actuellement fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF), pour l'exprimer dorénavant en euro, au cours de 40,3399 LUF=1,- EUR, en trente mille neuf cent quatre-vingt-six virgule soixante-neuf euros (30.986,69 EUR).

Troisième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de deux cent soixante-trois virgule trente et un euros (263,31 EUR), pour le porter de son montant actuel de trente mille neuf cent quatre-vingt-six virgule soixante-neuf euros (30.986,69 EUR) à trente et un mille deux cent cinquante euros (31.250,- EUR), sans émission d'actions nouvelles.

Quatrième résolution

L'assemblée constate que la libération intégrale de l'augmentation de capital ci-avant réalisée a été faite par les actionnaires au prorata de leur participation actuelle dans la société, moyennant versement en numéraire à un compte bancaire au nom de la société anonyme FIDUCIAIRE ET SOCIETE DE GESTION EUROPEENNE, prédésignée, de sorte que la somme de deux cent soixante-trois virgule trente et un euros (263,31 EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de cette dernière.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de remplacer les mille deux cent cinquante (1.250) actions existantes sans expression de valeur nominale par mille deux cent cinquante (1.250) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

Sixième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5. 1^{er} alinéa.** Le capital social est fixé à trente et un mille deux cent cinquante euros (31.250,- EUR) divisé en mille deux cent cinquante (1.250) actions de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

Septième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social à L-1150 Luxembourg, 84, route d'Arlon.

Huitième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur Jean Zeimet et de Madame Nathalie Chiaradia comme administrateurs de la société et de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de leur mandat.

Neuvième résolution

L'assemblée décide de supprimer le deuxième alinéa de l'article quatre des statuts.

Dixième résolution

L'assemblée décide de nommer:

a) Monsieur Raymond Streicher, retraité, né à Eschweiler/Wiltz, le 12 juillet 1940, demeurant à L-4970 Bettange-sur-Mess, 50, op Haard;

b) Monsieur Sascha Kremer, indépendant, né à Clervaux, le 5 juillet 1972, demeurant à L-1521 Luxembourg, 30, rue Adolphe Fischer;

comme nouveaux administrateurs de la société,

et de confirmer Monsieur Nico Hansen, administrateur de sociétés, né à Differdange, le 31 mars 1969, demeurant à L-7793 Bissen, 12, rue Jean Engel, comme administrateur de la société.

Leur mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle de l'an 2004.

Onzième résolution

Le conseil d'administration est autorisé à déléguer les pouvoirs de gestion journalière ainsi que la représentation de la société concernant cette gestion à Monsieur Nico Hansen, préqualifié, avec pouvoir de signature individuelle.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de sept cent vingt-cinq euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: N. Hansen, S. Leonard, M. Mechtel, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 14 octobre 2003, vol. 524, fol. 77, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 15 octobre 2003.

J. Seckler.

(065029.3/231/101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2003.

MENZIES AFRIQUE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 96.151.

STATUTS

L'an deux mille trois, le deux octobre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1.- La société CLARENCE INVESTMENTS LLC., ayant son siège social à Cheyenne, 1605 Pebrical avenue, WY-82001 (U.S.A.),

ici dûment représentée par la société CTR MANAGEMENT Inc., ayant son siège social à Tortola, Road Town (Iles Vierges Britanniques),

ici dûment représentée par Monsieur Christian Bühlmann, administrateur de sociétés, demeurant à L-6114 Junglinster, 18, route d'Echternach.

2.- La société anonyme TRUSTCONSULT LUXEMBOURG S.A., ayant son siège social à L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter,

ici dûment représentée par Monsieur Christian Bühlmann, ci-avant qualifié.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de MENZIES AFRIQUE S.A.

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feraient obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société n'exercera pas directement une activité industrielle et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

La société peut cependant participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, et leur prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou toutes autres manières.

La société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 31 juillet 1929 concernant les sociétés holding et par l'article 209 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à quatre-vingt-dix mille euros (90.000,- EUR), représenté par neuf mille (9.000) actions, chacune d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR).

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé de la société est fixé à un million d'Euros (1.000.000,- EUR) représenté par cent mille (100.000) actions, chacune d'une valeur nominale de dix euros (10,- EUR).

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans, à partir de la publication de l'acte de constitution au Mémorial, Recueil Spécial, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration. Le conseil d'administration est autorisé à limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires actuels.

Le conseil peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir le paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital. Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation de capital souscrit, il fera adapter les statuts à la modification intervenue en même temps.

Les actions de la société peuvent être créées, aux choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et qui élit un président dans son sein. Les administrateurs sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

La première personne à qui sera déléguée la gestion journalière peut être nommée par la première assemblée générale des actionnaires.

La société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne déléguée par le conseil.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un membre du conseil ou la personne déléguée par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier lundi du mois de juin à 14.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Pour pouvoir assister à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur doivent en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Art. 14. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2003.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2004.

Souscription

Le capital social a été souscrit comme suit:

- 1.- La société CLARENCE INVESTMENTS LLC., prédésignée, huit mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions 8.999
- 2.- La société anonyme TRUSTCONSULT LUXEMBOURG S.A., prédésignée, une action 1

Total: neuf mille actions 9.000

Toutes ces actions ont été libérées intégralement en numéraire, de sorte que la somme de quatre-vingt-dix mille euros (90.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration - Evaluation - Frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié les conditions prévues par l'article vingt-six de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant, au moins approximatif, des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué approximativement à la somme de deux mille cent euros.

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit, se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2.- Ont été appelés aux fonctions d'administrateur:
 - a) Madame Delphine Behier, administrateur de sociétés, née à Ixelles (Belgique), le 19 novembre 1972, demeurant à L-6114 Junglinster, 18, route d'Echternach.
 - b) Monsieur Christian Bühlmann, administrateur de sociétés, né à Bruxelles (Belgique), le 1^{er} mai 1971, demeurant à L-6114 Junglinster, 18, route d'Echternach;
 - c) Maître Christophe Antinori, avocat, né à Woippy (France), le 8 septembre 1971, demeurant à L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse.
- 3.- A été appelée aux fonctions de commissaire:
La société anonyme TRUSTCONSULT LUXEMBOURG S.A., ayant son siège social à L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter, R. C. Luxembourg section B numéro 86.995.
- 4.- Le siège de la société est établi à L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse.
- 5.- La durée du mandat des administrateurs et du commissaire a été fixée à six ans.
- 6.- Le conseil d'administration est autorisé à nommer un ou plusieurs de ses membres aux fonctions d'administrateur-délégué.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en français suivis d'une traduction anglaise, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte français et anglais, la version française fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Suit la version anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and three, on the second of October.

Before Us Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

1.- The company CLARENCE INVESTMENTS LLC, having its registered office in Cheyenne, 1605 Pebrical avenue, WY-82001 (U.S.A.),

here duly represented the company CTR MANAGEMENT Inc., having its registered office in Tortola, Road Town (British Virgin Islands),

here duly represented by Mr Christian Bühlmann, companies director, residing in L-6114 Junglinster, 18, route d'Echternach.

2.- The company TRUSTCONSULT LUXEMBOURG S.A., having its registered office in L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter,

here duly represented by Mr Christian Bühlmann, prenamed.

Such appearing parties have requested the officiating notary to enact the following articles of association of a company which they declare to have established as follows:

Art. 1. Between those present this day and all persons who will become owners of the shares mentioned hereafter, a Luxembourg company (société anonyme) is hereby formed under the title of MENZIES AFRIQUE S.A.

Art. 2. The Company is established for an unlimited period.

Art. 3. The Registered Office of the Company is in Luxembourg. It may be transferred by decision of the Board of Directors to any other locality of the Grand Duchy of Luxembourg and even abroad, should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the Registered Office of the Company, and until such time as the situation becomes normalised.

Art. 4. The purpose of the company is the holding of participations, in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The company shall not directly carry out any industrial activity or maintain a commercial establishment open to the public. The company may, however, participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprise in Luxembourg or abroad and may render such enterprises every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise. The company may borrow in any form and may issue bonds and debentures.

In general, the company may adopt any control and supervisory measures and carry out any operation which it may deem necessary in the accomplishment and development of its purposes, remaining always however within the limits established by the law of July 31st, 1929 governing holding companies and by article 209 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at ninety thousand euros (90,000.- EUR) represented by nine thousand (9,000) shares of a par value of ten euro (10.- EUR) each.

The shares are in nominative or bearer form, at the option of the shareholder.

The subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the General Meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the articles of association.

The company may to the extent and under the restrictions foreseen by law redeem its own shares.

The authorized capital is fixed at one million euro (1,000,000.- EUR) to be divided into one hundred thousand (100,000) shares with a par value of ten euro (10.- EUR) each.

The Board of Directors is authorized, during a period of five years after the date of the publication of the articles of association in the Mémorial C, to increase in one or several times the subscribed capital within the limits of the authorized capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, as the Board of Directors may determine. The Board of Directors is authorized to suppress or to limit the preferential subscription right of the shareholders.

The Board of Directors may delegate to any duly authorized director or officer of the company or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital. After each increase, the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors within the limits of the authorized capital, the present article is, as a consequence, to be adjusted to this amendment.

The shares may be registered or bearer shares, at the option of the holder.

The corporation's shares may be created, at the owner's option in certificates representing single shares or two or more shares.

Should the corporate share capital be increased, the rights attached to the new shares will be the same as those enjoyed by the old shares.

Art. 6. The company is administered by a Board comprising at least three members, which elect a president among themselves.

Art. 7. The Board of Directors possesses the widest powers to manage the business of the Company and to take all action of disposal and administration which are in line with the object of the company, and anything which is not a matter for the General Meeting in accordance with the present Articles or governed by law, comes within its competence. In particular it can arbitrate, compromise, grant waivers and grant repelvins with or without payment.

The Board of Directors is authorized to proceed to the payment of a provision of dividend within the bounds laid down by the law.

The Board of Directors may delegate all or part of its powers concerning the daily management of the Company's business, either to one or more directors, or, as holders of a general or special proxy, to third persons who do not have to be shareholders of the Company.

The first delegate of the Board of Directors may be nominated by the general assembly of the shareholders following the incorporation.

All acts binding the company must be signed by two directors or by an officer duly authorized by the Board of Directors.

Art. 8. Legal action, as claimant as well as defendant, will be taken in the name of the Company by one member of the Board of Directors, or by the person delegated to this office.

Art. 9. The Company's operations are supervised by one or more auditors. Their mandate may not exceed six years.

Art. 10. The Company's business year begins on January 1st and closes on December 31st.

Art. 11. The annual General Meeting is held on the first Monday in June at 2.00 p.m. at the Company's Registered Office, or at an other place to be specified in the convening notices. If such day is a legal holiday the General Meeting will be held on the next following business day.

Art. 12. To be admitted to the General Meeting, the owner of shares must deposit them five full days before the date fixed for the meeting, any shareholder will be entitled to vote in person or through a proxy, who need not to be a shareholder himself.

Art. 13. The General Meeting has the widest powers to take or ratify any action concerning the Company. It decides how the net profit is allocated and distributed.

The General Meeting may decide that profits and distributable reserves are assigned to the redemption of the stock, without reduction of the registered capital.

Art. 14. For any points not covered by the present articles, the parties refer to the provisions of the Act of August 10, 1915 and of the modifying Acts.

Special dispositions

- 1) The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2003.
- 2) The first General Meeting will be held in the year 2004.

Subscription

The capital has been subscribed as follows:

1.- The company CLARENCE INVESTMENTS LLC., prenamed, eight thousand nine hundred and ninety-nine 8,999 shares.	8,999
2.- The company TRUSTCONSULT LUXEMBOURG S.A., prenamed, one share	1
Total: nine thousand shares	9,000

All these shares are fully paid up by payments in cash such that the sum of ninety thousand euros (90,000.- EUR) is from now on at the free disposal of the company, proof whereof having been given to the officiating notary, who bears witness expressly to this fact.

Statement - Valuation - Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in article 26 of the law of August 10, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at two thousand one hundred euro.

Extraordinary general meeting

The above-named parties, representing the whole of the subscribed capital, considering themselves to be duly convened, have proceeded with an Extraordinary General Meeting and after having stated that it was regularly constituted they have passed the following resolutions by unanimous vote:

- 1.- The number of directors is fixed at three and that of the auditors at one.
- 2.- The following have been appointed as directors:
 - a) Mrs Delphine Behier, companies director, born in Ixelles (Belgium), on the 19th of November 1972, residing at L-6114 Junglinster, 18, route d'Echternach;
 - b) Mr Christian Bühlmann, companies director, born in Brussels (Belgium), on the 1st of May 1971, residing in L-6114 Junglinster, 18, route d'Echternach;
 - c) Maître Christophe Antinori, lawyer, born in Woippy (France), on the 8th of September 1971, residing in L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse.
- 3.- The following has been appointed as statutory auditor:
The company TRUSTCONSULT LUXEMBOURG S.A., having its registered office in L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter, R. C. Luxembourg section B number 86.995.
- 4.- The Company's registered office shall be in L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse.
- 5.- The term of office of the directors and the statutory auditor shall be for six years.
- 6.- The Board of Directors is authorized to delegate the daily management of the company to one or more of its members.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in French, followed by an English version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the French and the English text, the French version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read in the language of the person appearing, known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: C. Bühlmann, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 14 octobre 2003, vol. 524, fol. 77, case 7. – Reçu 900 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 15 octobre 2003.

J. Seckler.

(065102.3/231/277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2003.

MAHALO MARINE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 42, Grand-Rue.

R. C. Luxembourg B 96.304.

STATUTS

L'an deux mille trois, le sept octobre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

- 1) M. Jean-Paul Goerens demeurant au 16 Boulevard Grand Duchesse Charlotte L-1330 Luxembourg;
- 2) TRIMAR (LUXEMBOURG) SA, société de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 42, Grand Rue L-1660 Luxembourg ici représentée par Monsieur Mamadou Dione, comptable, élisant domicile au 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée,

Chapitre I.- Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Entre les parties ci-avant désignées et toutes celles qui deviendront dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé par les présentes une société anonyme qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg («Luxembourg») et par les présents statuts.

La Société adopte la dénomination MAHALO MARINE S.A.

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg. Il peut être transféré dans tout autre endroit du Luxembourg par une décision du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration pourra en outre établir des succursales ou bureaux aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion journalière.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'achat, la vente, l'affrètement, le frètement et la gestion de navires de mer, ainsi que les opérations financières et commerciales s'y rattachant directement ou indirectement.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'Assemblée Générale statuant dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Chapitre II.- Capital, Actions

Art. 5. Capital social. Le capital social est fixé à EUR 31.000,- (trente et un mille euros) représenté par 310 (trois cent dix) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, toutes de même catégorie.

Le capital social peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par décision de l'Assemblée Générale statuant dans les formes prescrites pour les modifications de statuts. L'exécution d'une telle augmentation de capital pourra être confiée par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration.

Art. 6. Forme des actions. Les actions sont nominatives ou au porteur au gré de l'actionnaire.

Les titres d'actions au porteur sont extraits d'un registre à souches et numérotés.

La Société maintiendra un registre des actions nominatives qui contiendra la désignation précise de chaque actionnaire, l'indication du nombre de ses actions et, le cas échéant, leur transfert avec la date y afférente.

Le Conseil d'Administration peut créer des certificats d'actions multiples.

Art. 7. Transmission et cession des actions. Toute cession d'actions à un tiers non actionnaire, volontaire ou forcée, à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, alors même qu'elle ne porterait que sur la nue-propriété, ne peut être réalisée qu'avec l'agrément préalable du Conseil d'Administration.

Les héritiers, ayant-droit et créanciers d'un actionnaire ne peuvent, pour quelque motif que ce soit, provoquer l'aposition de scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, prendre des mesures conservatoires, provoquer des inventaires, ni s'immiscer d'aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour

l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires et bilans sociaux et aux décisions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale.

Art. 8. Droits attachés à chaque action. Outre le droit de vote qui lui est attribué par la loi, chaque action donne droit à une quotité, proportionnelle au nombre des actions existantes, de l'actif social, des bénéfices ou du boni de liquidation.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque titre.

Chapitre III.- Conseil d'Administration

Art. 9. Conseil d'Administration. La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

Les administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires qui détermine leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée Générale, avec ou sans motif.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'Assemblée Générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'Assemblée Générale des Actionnaires, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 10. Réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut choisir parmi ses membres un Président et un ou plusieurs Administrateur-Délégué(s) et fixe leurs pouvoirs. L'Assemblée Générale Ordinaire fixe, le cas échéant, leurs honoraires et émoluments.

Les administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'Administration par tous moyens, même verbalement.

Tout administrateur peut se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par écrit, par télécopieur, par câble, par télégramme ou par télex un autre administrateur pour le représenter aux réunions du Conseil et y voter en ses lieux et place.

Le Conseil d'Administration délibère valablement si la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés.

En cas d'urgence le Conseil d'Administration peut approuver des résolutions par vote circulaire exprimé par écrit, par télécopieur, par câble, par télégramme ou par télex pourvu que les résolutions soient approuvées par tous les administrateurs. Une telle décision est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoquée et tenue. Elle pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs administrateurs.

Art. 11. Procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration. Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés par le Président ou par l'Administrateur-Délégué ou par deux administrateurs. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'Assemblée Générale par la loi ou les présents statuts sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Il peut notamment et sans que la liste suivante soit limitative ou exhaustive, faire et conclure tous contrats et actes nécessaires à l'exécution de toutes entreprises ou opérations qui intéressent la société, décider de toutes interventions financières, relatives auxdites opérations, encaisser toutes sommes dues appartenant à la société, en donner quittance, faire et autoriser tous retraits, transferts et aliénation de fonds, de rentes, de créances ou de valeurs appartenant à la société, ouvrir tout compte, escompter ou émettre tout chèque ou billet à ordre, emprunter ou prêter à court ou à long terme.

Art. 13. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration peut déléguer toute ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion journalière à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoirs, employés ou autres agents qui n'auront pas besoin d'être actionnaires de la Société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

La délégation de la gestion journalière à un membre du Conseil d'Administration est soumise à l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Art. 14. Conflits d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs de la Société y auront un intérêt personnel, ou en seront administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé. Un administrateur de la Société qui remplira en même temps des fonctions d'administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

La Société indemnifiera tout administrateur et leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tout frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes d'administrateur de la Société ou à la demande de la Société ou de toute autre société dans laquelle la Société

est actionnaire ou créancier et que de ce fait ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite pour les cas où ils avaient été déclarés coupables pour négligence grave ou pour avoir manqué à leurs devoirs envers la Société; en cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les matières couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société est informée par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'aura pas manqué à ses devoirs envers la Société. Le droit à indemnisation qui précède n'exclut pas pour les personnes susnommées d'autres droits auxquels elles pourraient prétendre.

Art. 15. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée par les signatures conjointes de deux administrateurs dont nécessairement celle de l'Administrateur-Délégué, ou par la signature individuelle d'un administrateur ou d'un mandataire de la Société dûment autorisé à cette fin, ou par la signature individuelle d'une personne à qui un pouvoir spécial a été conféré par le Conseil d'Administration ou son représentant, mais seulement dans les limites de ces pouvoirs.

Art. 16. Rémunération des administrateurs. L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs une rémunération fixe ou des jetons de présence ou leur accorder le remboursement forfaitaire de leurs frais de voyage ou autres charges des frais généraux.

Art. 17. Commissaires aux Comptes. Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

Le ou les commissaires aux comptes seront nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués par l'Assemblée Générale, avec ou sans motif.

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe, le cas échéant, leurs émoluments.

Chapitre IV.- Assemblée Générale des Actionnaires

Art. 18. Pouvoirs de l'Assemblée Générale. Toute Assemblée Générale des Actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Elle a tous les pouvoirs qui lui sont réservés par la loi.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle. L'Assemblée Générale Annuelle se réunit dans la Ville de Luxembourg, au siège social de la Société ou à tel endroit indiqué dans les avis de convocation, le premier lundi du mois de juin à 10.00 heures et pour la première fois en 2005. Si ce jour est un jour férié légal, la réunion a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres Assemblées Générales. Le Conseil d'Administration peut convoquer d'autres Assemblées Générales.

Les Assemblées Générales des Actionnaires, y compris l'Assemblée Générale Annuelle Ordinaire, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le Conseil d'Administration.

Art. 21. Procédure, Vote. Les Assemblées Générales des Actionnaires seront convoquées par le Conseil d'Administration ou le ou les commissaires aux comptes dans les formes prévues par la loi. La convocation contiendra l'ordre du jour de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout actionnaire peut prendre part aux Assemblées des Actionnaires en désignant par écrit, par câble, par télégramme, par télex ou par télécopieur un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire. Le Conseil d'Administration peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour prendre part aux Assemblées Générales.

Chaque action donne droit à une voix. Sauf dispositions contraires de la loi, les décisions sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président du Conseil d'Administration ou par l'Administrateur-Délégué ou par deux administrateurs.

Chapitre V.- Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 22. Année sociale.

L'année sociale de la Société commence le premier jour de janvier et finit le dernier jour de décembre de chaque année, à l'exception du premier exercice qui commence le jour de la constitution de la société et finit le dernier jour du mois de décembre 2004.

Le Conseil d'Administration prépare les comptes annuels suivant les dispositions de la loi luxembourgeoise et les pratiques comptables.

Art. 23. Affectation des bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième du capital social.

Sur recommandation du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale des Actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le Conseil d'Administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiements de ces acomptes.

La Société peut racheter ses propres actions en conformité avec les dispositions de la loi.

Chapitre VI.- Dissolution, Liquidation

Art. 24. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'Assemblée Générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Chapitre VII.- Lois Applicables

Art. 25. Lois applicables. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglés conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et Paiement

Les actions indiquées à l'article cinq ont été souscrites comme suit:

1) M. Jean Paul Goerens, précité	309 actions
2) TRIMAR (LUXEMBOURG) S.A., précitée.	1 action
Total	310 actions

Toutes les actions ont été libérées à concurrence de 100% par des versements en espèces de sorte que la somme EUR 31.000,- se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Assemblée Générale Extraordinaire

Ensuite, les comparants représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après délibération, ils ont pris chaque fois à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

- 1) Monsieur Jean Paul Goerens, demeurant au 16, boulevard Grand-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg
- 2) Madame Colette Wohl, demeurant au 6, rue des Primevères L-8090 Bertrange, Luxembourg
- 3) TRIMAR (LUXEMBOURG) S.A., société de droit luxembourgeoise, ayant son siège sociale à 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg

Le mandat des administrateurs ainsi nommés prendra fin avec l'assemblée générale annuelle statutaire de 2005.

Deuxième résolution

Le nombre des commissaires aux comptes est fixé à un.

Est nommé commissaire aux comptes:

La société FIDUCIAIRE CONTINENTALE ayant son siège au 16, allée Marconi L-2012 Luxembourg.

Le mandat du commissaire aux comptes prendra fin avec l'assemblée générale annuelle statutaire de 2005.

Troisième résolution

Conformément aux dispositions des présents statuts et de la loi, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à déléguer en totalité la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion individuellement à un ou plusieurs membres du conseil d'administration.

Quatrième résolution

Le siège social est fixé au 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg.

Réunion du Conseil d'Administration

Et aussitôt les administrateurs prédésignés Monsieur Jean Paul Goerens, Madame Colette Wohl comparant personnellement et TRIMAR (LUXEMBOURG) S.A., ici représentée par Monsieur Mamadou Dione, précité, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée, se sont réunis en Conseil et, à l'unanimité, ont pris la décision suivante:

En vertu de l'autorisation qui leur a été conférée par l'assemblée générale extraordinaire de ce jour, TRIMAR (LUXEMBOURG) S.A. préqualifiée, est nommée «administrateur-délégué»; le Conseil d'Administration lui délègue la totalité de la gestion journalière de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, avec plein pouvoir d'engager la société individuellement sous sa seule signature pour toute opération bancaire ne dépassant pas EUR 15.000,- (ou la contre-valeur en devise) et sous réserve de la limitation suivante: toute opération bancaire dépassant EUR 15.000,- ainsi que tous les actes relevant de l'achat, la vente et l'hypothèque de navire ainsi que toute prise de crédit devront requérir la signature de deux administrateurs dont celle de l'administrateur délégué.

Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation des Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève à environ mille cinq cents euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Version prépondérante

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents statuts sont rédigés en français suivis d'une version anglaise, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français la version française fera foi.

Suit la version en langue anglaise:

Follows a Translation of the French Official Text:

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared the following:

- 1) Monsieur Jean-Paul Goerens residing in 16, boulevard Grand-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg,
- 2) TRIMAR (LUXEMBOURG) S.A., a company incorporated under the laws of Luxembourg, with its registered office in 42 Grand-Rue, L-1660 here represented by Mr Mamadou Dione, accountant, residing at 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg, by virtue of the proxy hereto attached.

Such appearing parties, acting in the above stated capacities, have drawn up the following articles of incorporation of a company, which they declared organized among themselves:

Chapter 1.- Form, Name, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. It is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter created a Company in the form of a société anonyme which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg («Luxembourg») and by the present articles.

The Company will exist under the name of MAHALO MARINE S.A.

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg. The registered office may be transferred to any other place within Luxembourg by a resolution of the board of directors. The board of directors can moreover set up branches or offices as well as in the Grand Duchy of Luxembourg as in foreign countries.

In the event the board of directors considers that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

Art. 3. Object. The object of the Company is the purchase, the selling, the chartering in, the chartering out, and the management of seagoing vessels, as well as those financial and commercial operations linked directly or not linked directly to this object.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time pursuant to a resolution of the meeting of shareholders resolving in conformity with the provisions of the law.

Chapter II.- Capital, Shares

Art. 5. Corporate Capital. The corporate capital of the Company is set at EUR 31,000.- (thirty-one thousand euros) divided into 310 (three hundred and ten) shares with a par value of EUR 100.- (one hundred euros) per share.

The corporate capital can be increased or reduced in one or several times upon decision of the shareholders' meeting resolving in conformity with the provisions of the law regarding the modification of the articles of incorporation. The board of directors can be entrusted by the shareholders' meeting for the implementation of such increase of capital.

Art. 6. Shares. The shares can be in registered or bearer form according to the shareholder's choice.

The bearer shares will be issued from a numbered counterfoil book.

The Company will maintain a register of the registered shares that shall include the precise indication of each shareholder, the number of shares, and if necessary, their transfer and the date of transfer.

The Board of Directors may create multiple share certificates.

Art. 7. Transfer of shares. Any transfer of shares to a third party who is not a shareholder, on a voluntary or forced basis, for whatever reason and under any form, even if only in consideration of the sole property, may only be carried out with the prior consent of the board of directors.

The heirs, beneficiary and creditors of a shareholder cannot, for whatever reason invoked, request the appending of seals onto the goods of the Company, request the partition, take measures of conservation or request the drawing of inventories, nor interfere in any way into the administration of the Company. For the exercise of their rights, they must refer to the inventories and annual accounts, and to the decisions of the board of directors and the shareholders' meeting.

Art. 8. Rights attached to each share. In addition to the right of vote conferred by law, each share gives right to a quota of the company assets, the profits or the bonus of liquidation, that is proportional to the number of shares existing.

The rights and duties attached to a share follow this share to whoever it would be handed over.

The possession of a share means immediately the adhesion to the articles of incorporation of the company and to the decisions of the shareholders' meeting.

The shares are indivisible toward the company that recognizes only one owner for each share.

Chapter III.- Board of Directors, Statutory Auditors

Art. 9. Board of Directors. The Company will be administered by a board of directors composed of at least three members who do not need to be shareholders.

The directors will be elected by the shareholders' meeting, which will determine their number, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. They are re-eligible, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders' meeting.

In the event of a vacancy in the board of directors, the remaining directors may meet and may temporarily provide for. In such case the meeting of shareholders during its next meeting, organizes the definitive election.

Art. 10. Meetings of the Board of Directors. The board of Directors can choose from among its members a chairman and one or several Managing Director(s) and fix their powers. The Ordinary General Meeting will set their powers and salary.

The directors are called to the meetings of the board of directors by any mean, even by voice.

Any director may act at any meeting of the board of director by appointing in writing, by telefax, cable, telegram or telex another director in order to represent at the meeting of the board of directors and to vote for and on behalf of him.

A quorum of the board shall be the presence or the representation of a majority of the directors holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

In case of emergency, the board of directors can adopt resolutions by circular vote expressed in writing, by telefax, cable, telegram or telex as far as the resolutions have been approved by all directors. Such decision is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of directors which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content, signed by one or several directors.

Art. 11. Minutes of meetings of the Board of Directors. The minutes of any meeting of the board of directors will be signed by the chairman or the managing-director or any two directors. Any proxies will remain attached thereto.

Art. 12. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the company's object. All powers that are not expressly reserved by law or by the present articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

The board of directors can notably, without the following list being complete or exhaustive, write and conclude any contracts and deeds necessary for the execution of any enterprises or operations that are in the interest of the Company, decide any financial intervening in connection with these operations, cash any sums due belonging to the company, give receipt, do and authorize any withdrawal, transfer and alienate funds, rents, credence or values belonging to the company, open any bank account, discount any cheque or promissory note, borrow or lent money in the short or in the long term.

Art. 13. Delegation of powers. The board of directors may delegate the daily management of the company and the representation of the company within such daily management to one or more directors, officers, executives, employees or other persons who may but do not need to be shareholders, or delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Delegation of daily management to a member of the board is subject to previous authorization by the general meeting of shareholders.

Art. 14. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

The Company shall indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company, or, at the request of the company, or of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 15. Representation of the Company. The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of two directors, one of those being the managing director, or by the individual signature of a director or a mandatory of the Company duly authorized, or by the single signature of any person to whom such special power of attorney has been delegated by the board of directors, but only within the limits of such power.

Art. 16. Retribution of the Directors. The shareholders' meeting may grant to the directors a fix retribution, a payment of fees or the reimbursement on a lump basis of their traveling expenses or other overhead expenses.

Art. 17. Statutory Auditors. The supervision of the operations of the Company is entrusted to one or more auditors who do not need to be shareholders.

The auditors will be elected by the shareholders' meeting, which will determine their number, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. They are re-eligible, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders' meeting.

The shareholders' meeting shall set, in such case, their retributions.

Chapter IV.- Meeting of Shareholders

Art. 18. Powers of the Meeting of Shareholders. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

It has the powers conferred upon it by law.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting will be held in the city of Luxembourg, at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on the first Monday of June of each year, at 10H00 and for the first time in 2005.

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. The board of directors may convene other general meetings.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgement of the board of directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Procedure, Vote. Shareholders will meet upon call by the board of directors or the auditor or the auditors made in the forms provided by law. The notice will contain the agenda of the meeting.

If all of the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex as his proxy another person who do not need to be a shareholder. The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a shareholder's meeting.

One vote is attached to each share. Except as otherwise required by law, resolutions will be taken by a simple majority of votes.

Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman or by the managing director or by any two other members of the board of directors.

Chapter V.- Financial Year, Distribution of Profits

Art. 22. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December every year, except that the first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of 2004.

The board of directors shall prepare annual accounts in accordance with the requirements of Luxembourg law and accounting practice.

Art. 23. Appropriation of Profits. From the annual net profit of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders determines how the remainder of the annual net profit will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by law, the board of directors may pay out an advance payment on dividends. The board fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the law.

Chapter VI.- Dissolution, Liquidation

Art. 24. Dissolution, Liquidation.

The Company may be dissolved at any time by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these articles of incorporation, unless otherwise provided by law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

Chapter VII.- Applicable Law

Art. 25. Applicable law. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The appearing parties have subscribed for the number of shares mentioned hereafter:

1) Mr Jean-Paul Goerens, prenamed	309 shares
2) TRIMAR (LUXEMBOURG) S.A., prenamed	1 share
Total	<u>310 shares</u>

All these shares have been paid-up to the extent of 100% by payments in cash, so that the sum of EUR 31,000.- is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who certifies it.

Extraordinary Shareholders' Meeting

Then the above-named parties, representing the entire subscribed capital and considering themselves duly convened, have immediately proceeded to hold an Extraordinary General Meeting and have passed the following resolutions, each time by unanimous vote:

First resolution

Resolved to fix at three the number of directors and further resolved to elect the following as directors for a period ending at the annual general meeting of shareholders to be held in 2005:

- 1) Mr Jean Paul Goerens demeurant au 16, boulevard Grande-Duchesse Charlotte
- 2) Mme Colette Wohl, demeurant au 6, rue des Primevères, L-8090 Bertrange Luxembourg
- 3) TRIMAR (LUXEMBOURG) S.A., a company incorporated under the laws of Luxembourg, with its registered office at 42, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg

Second resolution

Resolved to fix at one the number of statutory auditors and further resolved to elect the following as statutory auditor for a period ending at the annual general meeting of shareholders to be held in 2005:

The company FIDUCIAIRE CONTINENTALE, with its registered office in 16, allée Marconi L-2012 Luxembourg

Third resolution

Pursuant to the provisions of the articles of incorporation and of the company law, resolved to authorise hereby the board of directors to delegate the total daily management of the company and the representation of the company within such daily management to one or more members of the board of directors.

Fourth resolution

Resolved to establish the registered office at 42, Grand-Rue in L-1660 Luxembourg.

Meeting of the Board of Directors

And then the above named directors, Mr Jean-Paul Goerens, Ms Colette Wohl personally appearing and TRIMAR (LUXEMBOURG) S.A. here represented by Mr Mamadou Dione, prenamed, by virtue a proxy annexed hereto, have immediately decided to meet in a board of directors and have taken the following decisions unanimously:

In pursuance of the authorisation that has been given to them by the extraordinary shareholders' meeting of today, TRIMAR (LUXEMBOURG) S.A., prenamed, is appointed as Managing Director; the board of directors delegates the full daily management of the company and the representation of the company within such daily management, with all powers to bind the company on his sole signature for any bank operations up to an amount of EUR 15,000.- (or the exchange value in foreign currency), upon the following limitation: any purchase, any selling, any mortgage of ships as well as any bank credit shall require the previous approval of two directors, one of those being the Managing Director.

Statement

The notary declares that he has checked the existence of the conditions listed in Article 26 of the commercial companies act and states explicitly that these conditions are fulfilled.

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company, or charged to it for its formation, amount to about one thousand and five hundred euros.

Prevailing Language

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in French followed by a English translation; on the request of the same appearing persons and in case of discrepancy between the English and the French text, the French version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: J.-P. Goerens, M. Dione, J. Elvinger

Enregistré à Luxembourg, le 13 octobre 2003, vol. 18CS, fol. 74, case 8. – Reçu 310 euros.

Le Receveur ff. (signé): Kirsch.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2003.

J. Elvinger.

(067166.3/211/468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2003.

UBS (LUX) INSTITUTIONAL FUND, Fonds Commun de Placement.

MANAGEMENT REGULATIONS

October 2003

UBS BRINSON FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., hereinafter called the «Management Company», is a share company with registered office at 291, route d'Arlon, B.P. 91, L-2010 Luxembourg, which manages the Investment Fund UBS (LUX) INSTITUTIONAL FUND pursuant to these Management Regulations. The assets of the Fund are deposited with UBS (LUXEMBOURG) S.A., a company limited by shares under Luxembourg law, 36-38, Grand-rue, Luxembourg (hereinafter called the «Custodian»).

The respective rights and duties of the owners of the Fund units (hereinafter called «unitholders»), of the Management Company and of the Custodian are governed by these Management Regulations.

By acquisition of units of the Fund any Unitholder fully accepts these Management Regulations and any future amendments thereof.

Art. 1.- The Fund and its Subfunds. UBS (LUX) INSTITUTIONAL FUND is an open-ended investment fund under Luxembourg law and constitutes an unincorporated co-proprietorship of the unitholders in all securities and other assets of the Fund. The assets of the Fund, the amount of which shall not be limited, are held separate from those of the Management Company.

Investors are offered the choice between different Subfunds under one and the same umbrella structure.

The Management Company can decide at any time to launch new Subfunds; in such case the sales prospectus shall be updated accordingly.

The investment policy of each Subfund is defined by the Board of Directors of the Management Company, in accordance with the investment objectives and in the light of the economic, political and monetary environment.

The Net Asset Value of each Subfund, as well as the Net Asset Value per unit of each Subfund are expressed in the reference currency defined by the Management Company.

Art. 2.- Investment Policy and Restrictions. The assets of the sub-funds shall be invested following the principle of risk spreading. The sub-funds shall invest their net assets in debentures, notes, similar fixed- and variable-rate interest-bearing transferable securities (debt instruments and claims), convertible bonds, convertible notes, bonds cum warrant, warrants on transferable securities, equities, other certificates such as cooperative society shares and participation certificates (participatory instruments and rights), short-term transferable securities and other participation certificates.

The following terms shall also apply to the investments of each sub-fund:

a) Fund investments may consist only of:

(i) Transferable securities which are listed or traded on a stock exchange or another regulated stock exchange which is recognized, open to the public and functions properly (hereinafter called «regulated market») of a European, American, Asian, African or Oceanic country (hereinafter called «authorized state»).

Transferable securities acquired through new issues must include in the terms of issue the obligation that admission to listing on a stock exchange or trading on a regulated market of an authorized state is being applied for. This must have been done within one year of the initial issue.

(ii) Nevertheless, the Management Company may:

- invest a maximum of 10% of the net assets of a sub-fund in other transferable securities than those named in (i);

- invest a maximum of 10% of the net assets of a sub-fund in debt instruments which shall be treated, because of their characteristics, as equivalent to transferable securities and which are, inter alia, transferable, liquid and have a value which can be accurately determined at any time or at least with the frequency stipulated in Article 6 of the present Management Regulations;

whereby these two values together may constitute as a maximum 10% of the net assets of a sub-fund.

(iii) Each sub-fund may hold liquid funds on an ancillary basis.

b) Risk spreading

In terms of the spreading of risk, the Management Company is not permitted to invest more than 10% of the net assets of a sub-fund in transferable securities from one single issuer. The total value of all transferable securities from issuers in which more than 5% of the net assets of a sub-fund are invested may constitute as a maximum 40% of the net assets of the sub-fund.

However, the following exceptions are possible:

- The stipulated upper limit of 10% can be raised to a maximum of 25% if the investment constitutes bonds which are issued by credit institutions which have their registered office in a member state of the EU and by virtue of law are subject there to special supervision intended for the protection of holders of these papers. In such cases, the provisions of Article 42(3) of the Luxembourg law of 30 March 1988 relating to undertakings for collective investment shall apply. In particular, funds originating from the issue of such bonds must be invested in assets, according to the law, which provide sufficient cover for the obligations arising from them during the entire term of the bonds and in the event of insolvency of the issuer provide a preference right in respect of the payment of capital and interest. Also, if more than 5% of the net assets of a subfund are invested in such bonds of one and the same issuer, the total value of such investments may not exceed 80% of the net asset value of the sub-fund.

- The specified upper limit of 10% can be increased to a maximum of 35% provided these are transferable securities which are issued or guaranteed by a member state of the EU or its local authorities, by another authorized state or by international institutions with public-law features to which one or more EU member states belong.

The transferable securities covered by this exceptional rule will not be included when determining the 40% upper limit in respect of risk spreading.

- Following the principle of risk spreading, the Management Company can invest up to 100% of the net assets of a sub-fund in transferable securities from different issues which are issued or guaranteed by a member state of the EU or its local authorities, by another authorized state that is a member of the OECD, or by international institutions with public-law features to which one or more EU member states belong. These securities must be divided into at least six different issues whereby the securities from a single issue must not exceed 30% of the total amount of the net assets of a sub-fund.

As long as it adheres to the principle of risk spreading, the Subfund may deviate from the listed restrictions in respect of risk spreading during the first six months after listing.

If the above mentioned limits are exceeded unintentionally or as a result of exercising subscription rights, the Management Company must endeavour as an overriding priority to immediately restore the set limits through its sales, bearing in mind the interests of the unitholders.

c) Investment limits

The Management Company is prohibited from:

- acquiring transferable securities for the Fund whose sale is subject to restrictions owing to a contractual agreement,
- acquiring equities which entail voting rights and so make it possible for the Management Company together with other funds or sub-funds administered by it which fall under the scope of the law of 30 March 1988, to exercise notable influence over the management of an issuer,
- acquiring more than 10% of
- non-voting shares of one and the same company,
- bonds from one and the same issuer, or
- shares or units of one and the same undertaking for collective investment.

In the two latter cases, it is not necessary to comply with the acquisition limits if the gross amount of bonds and the net amount of issued units or shares cannot be determined at the time of acquisition.

Under Article 45(3) of the law of 30 March 1988 in respect of undertakings for collective investment, transferable securities are excepted which are issued or guaranteed by a member state of the EU or its central, regional or local authorities, or by another authorized state, or are issued by international institutions with public-law features to which one or more EU member states belong.

- investing for each sub-fund more than 5% of the net assets in units or shares of other undertakings for collective investment of the open-ended type, where these are considered to be undertakings for collective investment in transferable securities as defined by Directive 85/611/EC of 20 December 1985 and these undertakings for collective investments are not administered by the Management Company or by another company with which the Management Company is linked through joint administration or control or through substantial direct or indirect investment, unless these undertakings for collective investment specialize under their terms or statutes in investing in certain geographical or economic sectors. The Management Company is prohibited from charging a management fee on that part of the Fund's net assets which is invested in units of other undertakings for collective investment of the open-ended type of the UBS GROUP.

- selling securities short;
- buying precious metals or certificates for such precious metals;
- investing in property and buying or selling commodities or commodities contracts,
- taking out loans for each sub-fund, unless
- for the purchase of foreign currency using back-to-back loans;
- in the case of temporary borrowings which amount up to 10% of the net assets of the respective sub-fund;
- granting credits or vouching as a guarantor for third parties. This restriction does not prevent the purchase of non-fully subscribed transferable securities. The Fund may loan assets to third parties, also within the framework of the conditions described in the Sales Prospectus;
- pledging or otherwise charging Fund assets, transferring ownership or assigning them as collateral. The usual payment of margins in the case of options and similar transactions is not affected by this.

In the interests of unitholders, the Management Company may at any time set additional restrictions on investment in order where necessary to comply with the laws and regulations of those countries in which units in the Fund are offered and sold.

Art. 3.- Use of Specific Techniques and Instruments. Each Subfund may for hedging and non-hedging purposes, while observing the following investment guidelines, buy or sell futures and options on financial instruments or conduct transactions involving options on transferable securities. The management company may employ the following techniques and instruments for each Subfund provided these are employed in the interests of an orderly management of the fund's assets.

(1) Options on transferable securities

The Fund may, in compliance with the following guidelines, buy and sell both call and put options provided they are traded on a regulated market which is operating regularly, recognised and open to the public or respectively over-the-counter (OTC) options whereby the counterpart to these options must be a prime financial institution specialised in this kind of operations and having a prime quality rating of a recognised rating agency:

Purchase of Options

The total premiums paid to purchase outstanding call and put options may, together with the total premiums paid for the purchase of outstanding call and put options related to non-hedging transactions, not exceed 15% of the total net assets of each Subfund.

Sale of Options

Upon the conclusion of contracts for the sale of call options, the Subfund must hold either the underlying securities or equivalent call options or other instruments capable of ensuring adequate coverage of the commitments resulting from such contracts, such as warrants. The underlying securities related to call options written may not be disposed of as long as these options are in existence unless such options are covered by matching options or by other instruments that can be used for that purpose. The same regulations also apply to matching call options or other instruments that each Subfund must hold when it does not have the underlying securities at the time of the sale of the relevant options. As an exception to these regulations, each Subfund may write uncovered call options on securities that it does not own at the conclusion of the option contract if the following conditions are met (a) the aggregate exercise price of the call options sold in this way does not exceed 25% of the value of each Subfund; (b) each Subfund must at all times be able to cover the positions taken on these sales. Where a put option is sold, each Subfund must be covered for the full duration of the option contract by liquid assets sufficient to pay for the securities deliverable to it on the exercise of the option by the counterpart.

Conditions and limits for the sale of call and put options

The total commitment arising on the sale of call and put options (excluding the sale of call options for which the Fund has adequate coverage) together with the total commitment arising on transactions described under Non-Hedging Transactions, below, may at no time exceed the total Net Asset Value of each Subfund.

In this context, the commitment on call and put options sold is equal to the total of the exercise prices of those options.

(2) Financial Futures and Options

With the exception of transactions by private contract to hedge risks in the event of interest rate fluctuations, futures and options on financial instruments may only consist of contracts traded on a regulated market which is operating regularly, recognised and open to the public or respectively of over-the-counter (OTC) options as defined under (I). Subject to the conditions defined below, such transactions may be undertaken for hedging or other purposes.

Hedging of Market Risks:

As a global hedge against the risk of unfavourable stock market movements, each Subfund may sell stock index futures and call options on stock indices or purchase put options thereon. The objective of these hedging operations assumes that a sufficient correlation exists between the composition of the index used and the Subfund's assets. In principle, the total commitment resulting from futures contracts and stock index options may not exceed the aggregate estimated market value of the securities held by each Subfund in the corresponding market.

Hedging of Interest Rate Risks:

As a global hedge against interest rate fluctuations, each Subfund may sell interest rate futures contracts. For the same purpose, it can also write call options or purchase put options on interest rates or enter into interest rate swaps on a mutual agreement basis with first class financial institutions specialising in this type of operations. In principle the total commitment on futures contracts, options and swap may not exceed the aggregate estimated market value of the assets to be hedged and held by the Subfund in the currency corresponding to those contracts.

Non-Hedging Transactions:

With the exception of options on transferable securities and foreign exchange transactions, the Management Company may buy and sell on behalf of each subfund futures and options on all categories of financial instruments, if they are listed and traded on a stock exchange or another regulated market, or executed in the open market with first-class financial institutions that specialize in transactions of this kind, provided that the resulting obligations, together with the obligations arising from swap transactions and the sale of call and put options on transferable securities, do not exceed the net assets of the subfund in question.

In this connection, the Management Company can accessorially enter into swaptions, provided that the counterparties of these options and of the underlying interest-rate swaps are first-class financial institutions that specialize in transactions of this kind. Such transactions may not, however, be used at any time to change the subfund's investment policy.

Sales of call options on transferable securities, which are adequately hedged shall not be included in this calculation.

In this connection, the obligations arising from transactions not involving options on transferable securities shall be defined as follows:

The obligations from futures contracts correspond to the market value of the net contract positions (after offsetting buying and selling contracts) in identical financial instruments, without taking the respective maturities into consideration, and the obligations from options purchased and written correspond to the sum of the exercise prices of those options forming the net selling positions and relating to the same underlying asset, without taking into account the respective maturities.

Furthermore, the Management Company can also accessorially enter into swap transactions except foreign-exchange swaps. The counterparties must be first-class financial institutions that specialize in transactions of this kind. Such swap transactions may not, however, be used at any time to change the subfund's investment policy.

(3) Securities Lending

The Fund may also lend portions of its securities portfolio to third parties. In general, lending may only be effected via recognised clearing houses such as CLEARSTREAM or EUROCLEAR, or through the intermediary of prime financial institutions that specialise in such activities and in the modus specified by them. Such transactions may not be entered into for longer than 30 days. If the loan exceeds 50% of the market value of the securities portfolio of the corresponding Subfund, it may only be effected on condition that termination of the loan contract is possible immediately and that the Fund can obtain restitution of the securities lent.

In the case of securities lending transactions, the Fund must, in principle, receive a guarantee, the value of which on conclusion of the loan contract should at least correspond to the total value of the securities lent out and any accrued interest thereon. This guarantee must consist of liquid funds and/or securities issued or guaranteed by an OECD mem-

ber country or its local authorities or supra-national organisations, and which are blocked in the Fund's name until the expiration of the aforementioned contract. Such a guarantee is not required if the securities lending transaction is effected via CLEARSTREAM or EUROCLEAR or another organisation, which guarantees that the value of the securities lent out will be refunded.

(4) Securities Repurchase Agreements

The Fund may, for any Subfund, engage on an ancillary basis in repurchase agreements involving the purchase and sale of securities where the seller has the right or obligation to repurchase the securities sold from the buyer at a fixed price and within a certain period stipulated by both parties upon conclusion of the agreement.

The Fund may effect repurchase transactions either as a buyer or a seller. However, any transactions of this kind are subject to the following guidelines:

- Securities may only be purchased or sold under a repurchase agreement if the counterpart is a prime financial institution specialising in this kind of transaction.

- As long as the repurchase agreement is valid, the securities bought cannot be sold before the right to repurchase the securities has been exercised or the repurchase period has expired. In addition, it must be ensured that the volume of repurchase agreements of each Subfund is structured in such a way that the Subfund can meet its redemption obligations towards its unitholders at any time.

(5) Techniques and Instruments for Hedging Currency Risks

In order to protect its assets against the fluctuation of currencies, each Subfund may sell currency futures contracts and currency call options or buy currency put options provided they are traded on a stock exchange or on another regulated market.

For the same purpose, each Subfund may also sell currencies forward or exchange currencies on a mutual agreement basis with first class financial institutions specialising in this type of transactions.

For efficient portfolio management, the Subfunds will be managed by reference to the indices described under Section I of the prospectus «Available Subfunds» as benchmark.

The fund is neutrally positioned when its currency exposure resulting from asset holdings and currency derivatives are equal to its index currency weightings.

The use of forward currency contracts, futures, options and options on futures is allowed for

- a) the purpose of returning to the neutral position of the portfolio with regard to the index or
- b) for hedging any exposure in non-reference currency back into the subfund's base currency.

To achieve this, currencies may be purchased to forward settlement by the sale of other currencies held in the portfolio in anticipation that the portfolio's neutral risk position should reflect the currency composition of the benchmark index.

The exposure to a specific currency resulting from such currency transactions should not be greater than the percentage exposure to that same currency in the benchmark. The use of such hedging techniques shall be limited so that the total aggregate exposure may not exceed 100% of the total net assets of the Fund, and therefore may neither result in an exposure to the reference currency of the Fund in excess of 100% nor in the creation of a short position in any currency.

The auditor of the Fund will verify whether the reference index has actually been used as the benchmark for currency transaction.

Art. 4.- The Management Company and Administrative Agent. The Management Company manages the Subfunds for the exclusive interest of the unitholders.

The Management Company decides on the individual Subfunds constituting the Fund, determines their launching and, if this appears appropriate in the interest of the unitholders, determines their dissolution.

The Management Company is vested with the most extensive powers in order to perform all administrative and management actions in its name but for the account of the unitholders. It shall accordingly be entitled in particular to buy, sell, subscribe to, exchange and receive securities and other assets as well as to exercise all the rights directly or indirectly connected with the assets of the Fund.

The Management Company may be assisted by portfolio managers and investment advisers.

Art. 5.- The Custodian. The Management Company shall appoint the Custodian. UBS (LUXEMBOURG) S.A. has been appointed as Custodian.

The Management Company or the custodian may terminate their contractual agreement at any time in writing with three months' notice given by one party to the other. The Management Company may however only terminate the custodian's contract, if a new custodian takes over the functions and responsibilities of the Fund's custodian. After such termination the custodian must continue to carry out its functions until the entire assets of the Fund have been transferred to the new custodian. In the event of the custodian giving notice, the Management Company shall be obliged to appoint a new custodian. In this event, the custodian must safeguard the interests of the Fund until its functions are transferred to the new custodian.

The custodian holds all the liquid assets and securities belonging to the Subfunds in safekeeping for the unitholders.

The custodian performs all customary banking duties relating to the Fund's accounts and securities as well as all routine administrative work in connection with the Fund's assets.

The Custodian shall also:

- a) ensure that the sale, redemption, conversion and cancellation of units effected for the Fund's account or by the Management Company are in accordance with the provisions of the law and the Management Regulations;
- b) carry out all instructions issued by the Management Company, provided these are not in violation of the law or the Management Regulations;
- c) ensure that in the case of transactions relating to the Fund's assets consideration is provided in due time;

- d) ensure that the Fund's revenues/earnings are employed in accordance with the Management Regulations;
- e) ensure that the value of the units is calculated in accordance with the law and the Management Regulations.

The Custodian is entitled to charge a commission in line with the scale of fees customarily applied by banks at the financial centre of Luxembourg. This fee will be charged to the Fund.

Administrative Services

The Management Company shall appoint the Administrative Agent. UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. has been appointed as Administrative Agent.

UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. as the Administrative Agent is responsible for the general administrative duties involved in managing the Fund and prescribed by Luxembourg law. These administrative services mainly include domiciliation, calculation of the net asset value per unit and the keeping of the Fund's accounts as well as reporting. The Administrative Agent is entitled to charge commission in line with the scale of fees customarily applied at the financial centre of Luxembourg. This fee will be charged to the Fund.

Art. 6.- Net Asset Value Calculation. The net asset value per unit of the individual Subfunds is calculated by the Management Company at least twice a month (but in principle on every working day in Luxembourg) in accordance with the present Management Regulations and on the basis of closing prices.

In this connection, «working days» are regular bank working days (i.e., each day on which banks are open during the regular working hours) in Luxembourg with the exception of individual non-statutory public holidays in Luxembourg and/or customary holidays in countries with stock exchanges and markets upon which the valuation of more than half of the subfund's net assets is based.

The actual Subscription Date is described for each individual Subfund in the Fund's sales prospectus. The net asset value of one Subfund's units results from dividing the total net assets of the Subfund by the number of its units in circulation. The net assets of each Subfund are equal to the difference between the asset values of the Subfund and its liabilities. The net asset value per unit is expressed in the reference currency of each Subfund.

For Subfunds in which different categories or classes of units have been issued, the net asset value per unit must be calculated for each category and each class of unit. The net asset value per unit of a specific category or class is calculated by dividing the total net assets of the Subfund applying to this category or class of unit by the number of units of this category or class in circulation.

The classes of units participate in the common net assets in the respective number of portfolio entitlement attributable to all classes. From the common net assets will be excluded the assets and liabilities of the Subfund which relate only to a particular class of units primarily specific hedging instruments entered into for the benefit of the particular classes and related liabilities and the specific fees and expenses charged by the Portfolio Manager with respect to a specific class units.

Net assets entitlements are allocated to or deducted from a particular class on the basis of

- (i) the subfunds contributed to the common portfolio or paid out of the common net assets by reason of issues or repurchases of units of that class,
- (ii) the amounts paid in to or out of the common net assets upon disposition or acquisition of class specific assets upon payment of class specific liabilities, or upon realisation of profits, losses or income on class specific assets, and
- (iii) dividends or other distributions paid on that class of units.

The value of the total number of net assets entitlements attributed to a particular class on the given Valuation Day plus the value on that date of the class specific assets and liabilities relating to that class represents the total Net Asset Value attributable to that class of units on that Valuation Day.

If distribution and capitalisation units have been issued, the net asset value per unit of both categories remains the same as long as there has been no distribution of dividend. In case of a distribution, the net asset value of the distribution units is reduced by the amount of the distributed dividend.

The total net assets of the Fund are expressed in EUR and correspond to the difference between the total assets of the Fund and its total liabilities. For the purpose of this calculation, the net assets of each Subfund, if they are not denominated in EUR, are converted into EUR and added together.

The value of the assets held by each Subfund is calculated as follows:

- Securities listed on an official stock exchange are valued at the closing price. If the same security is quoted on several stock exchanges, the closing price on the stock exchange that represents the major market for this security will apply;
- Securities that are not listed on an official stock exchange, but which are traded on another Regulated Market, are valued at the last available price on this market;
- In the event that any of the securities held in the Fund's portfolio on the relevant day are not quoted or dealt in on any stock exchange or dealt in on any other Regulated Market or if, with respect of securities quoted or dealt in on any stock exchange or dealt in on any Regulated Market, the price as determined pursuant to the above is not representative of the relevant securities, the value of such securities will be determined based on a reasonable foreseeable price determined prudently and in good faith by the Management Company;
- Securites and other investments that are denominated in a currency other than the reference currency of the relevant subfund and which are not hedged by means of currency transactions are valued at the middle currency rate (midway between the bid and offer rate) obtained by external price providers.
- if swaps are used by any of the Subfunds, the value of these swaps is calculated by the counterpart to the swap transactions, according to a method based on market value, recognised by the Management Company and verified by the Fund's auditor
- Based on the net acquisition price and by keeping the calculated investment return constant, the value of money market paper and of other debt securities with a residual maturity of less than one year is successively adjusted to the

redemption price thereof. In the event of material changes in market conditions, the valuation basis is adjusted on the new market yields;

- Debt securities with a residual maturity of more than one year and other securities are valued at the last available price, if they are listed on an official stock exchange. If the same security is listed on several stock exchanges, the last available price on the stock exchange that represents the major market for this security will apply;

- Debt securities with a residual maturity of more than one year and other securities are valued at the last available price on this market, if they are not listed on an official stock exchange, but traded on another regulated market, which is recognised, open to the public and operating regularly. If these prices are not in line with the market, the respective securities, as well as the other legally admissible assets, will be valued at their market value which the Management Company, acting in good faith, shall estimate on the basis of the price likely to be obtained;

- Time deposits with an original maturity exceeding 30 days can be valued at their respective rate of return, provided the corresponding agreement between the credit institution holding the time deposits and the Management Company stipulates that these time deposits may be called at any time and that, if called for repayment, their cash value corresponds to this rate of return;

- Any cash in hand or on deposit, notes payable on demand, bills and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends, interests declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be valued at their full nominal value, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the Board of Directors of the Management Company may value these assets with a discount he may consider appropriate to reflect the true value thereof. Liquid funds are valued at their nominal value plus any accrued interest.

The Management Company is authorised to temporarily apply other adequate valuation principles for the total assets of the Fund and of an individual Subfund if the aforementioned valuation criteria appear impossible or inappropriate due to extraordinary circumstances or events.

In the case of extraordinary circumstances, additional valuations may be carried out within one day if these are decisive for the prices of the units to be subsequently issued or redeemed. In such case the last valuation shall only be considered.

In the case of extensive redemption applications, the Management Company may establish the value of the units of the relevant Subfund on the basis of the prices at which the necessary sales of securities are effected. In such an event, the same basis for calculation shall be applied for issue and redemption applications submitted at the same time.

The Fund is a single entity and the assets of a particular Subfund are only applicable to the debts, engagements and obligations of that Subfund, unless other terms have been specifically agreed with its creditors. In respect of the relationship between the unit-holders, each subfund is treated as a separate entity.

Art. 7.- Suspension of the Net Asset Value Calculation. The Management Company may temporarily suspend calculation of the net asset value and hence the issue, conversion and redemption of units for one or more Subfunds when:

- one or more stock exchanges or markets in which the valuation of a major part of the net assets is based are closed on days that are not customary holidays or trading is suspended or when these stock exchanges and markets are exposed to limitations or temporary severe fluctuations;

- political, economic, military or other emergencies beyond the control, liability and influence of the Management Company make it impossible to access to the Subfund's assets under normal conditions or such access would be detrimental to the interests of the unitholders;

- disruptions in the communications network necessary for calculation of the net asset value or any other reason make it impossible to calculate with sufficient exactitude the value of a considerable part of the Subfund's net assets;

- limitations on exchange operations or other transfers of assets render it impracticable for the Subfund to execute business transactions, or where purchases and sales of the Subfund's assets cannot be effected at the normal conversion rates.

Investors will be informed of the suspension of the valuation of the net current assets as well as of the issue, redemption and conversion of units in accordance with Article 10 thereunder.

Art. 8.- Issue and Conversion of Units. The Management Company decides on the distribution policy and on the issue of accumulation and/or distribution units (hereinafter referred to as «category/ies of units») for each Subfund. In addition, the Management Company may decide to issue separate classes of units (the «classes»). The assets of the different classes will be commonly invested, but may have different fee structures, hedging policies, minimum subscription, minimum holding or any other characteristics.

The Management Company may decide to fix minimum subscription, conversion, redemption and holding for each Subfund, category and class of units. The Management Company may however at its discretion decide to waive the fixed minimum subscription, conversion, redemption and holding.

Issue of Units

The issue price of the units of a Subfund will be based on their net asset value defined according to Article 6 which prevails on the relevant Subscription Date. In addition, a subscription fee of maximum 5% will be charged for each Subfund by reference to their net asset value. Payment must be received by the Custodian of the Fund at the latest two business days in Luxembourg after the Subscription Date. The issue price is increased by the stamp duties or other levies incurred in the countries where the units are sold or subscribed to. In case of subscription, based on the net asset value, the fees (brokerage fees, etc.) which arise on an average for the Subfund in order to invest the amount subscribed, can be invoiced to the investor.

The Fund units will be transferred to the investors concerned without delay upon payment of the full issue price. The units will be issued as non-certificated registered units. For certain category or classes of units, the Management Company has decided to issue bearer units. Fractions of units will be issued up to the third decimal, but no physical certifi-

cates will be issued for these fractions. Upon request and against payment by the unitholder of all incurred expenses, the Management Company may also decide to issue unit certificates in physical form. The Management Company reserves the right to issue unit certificates in denominations of 1 or more units, however fractions of units, will not be issued in certificate form.

The Management Company may also at any time reclaim Fund units from unitholders who are excluded from the acquisition or ownership of Fund units. The Management Company may furthermore in the interest of the unitholders split or consolidate units.

The unitholders cannot be obligated to make any other payment or provide any other performance in addition to the payment of the issue price described above.

The Management Company at its discretion may accept subscriptions in kind, in whole or in part. However in this case the investments in kind must be in accordance with the respective Subfund's investment policy and restrictions. In addition these investments will be audited by the Fund's appointed auditor. The related fees will be borne by the investor.

The Management Company may (a) refuse at its discretion any application for Fund units, and, (b) at any time compulsory redeem Fund units held by unitholders who are excluded from purchasing or holding Fund units. Such redeemed units are reimbursed to the unitholder and thereby cease to be valid.

Conversion of Units

Unless otherwise provided in the prospectus the unitholder of a Subfund may convert some or all of his units into the units of another Subfund up to the countervalue of the units presented for conversion provided that the issue of units by this Subfund has not, as described above, been suspended. However, the right to convert units is subject to compliance with any conditions (including minimum subscription amounts) applicable to the class or category of unit into which conversion is to be effected.

Conversions are based on the net asset value per unit of the respective Subfunds, plus or minus possible taxes, costs or other expenses and transaction charges. A conversion fee of maximum 2% may be levied as further described in the Fund's sales prospectus. In case of conversion, based on the net asset value, the fees (brokerage fees, etc.) which arise on an average for the Subfund in order to invest/disinvest the amount converted, can be invoiced to the investor.

If for the same Subfund, different categories or classes of units have been issued, conversion from units of a category or class into units of another category or class are normally allowed. Conversion of categories or classes are permitted in the limits as further described in Section 1 of the Prospectus. The Management Company can however limit such conversions. Conversions are based on the net asset value per unit of the respective categories or classes of units.

The same procedures apply to the submission of conversion applications as apply to the issue and redemption of units.

Art. 9.- Redemption of units. Unitholders may demand the redemption of their Fund units at any time. The redemption price is based on the net asset value per unit defined according to Article 6 less a potential redemption fee of up to 2% of the Net Asset Value. In case of redemption, based on the net asset value, the fees (brokerage fees, etc.) which arise on an average for the Subfund in order to disinvest the amount redeemed, can be invoiced to the investor.

Payment for redeemed units is effected under normal circumstances within 5 business days after the calculation of the redemption price unless legal provisions, such as foreign exchange controls or restrictions on capital movements, or other circumstances beyond the control of the Management Company, make it impossible to transfer the redemption amount to the country in which the redemption application was submitted.

In the event of excessively large redemption volumes, the Management Company may decide to delay the execution of redemption applications until the necessary assets of the Subfund are sold without unnecessary delay. The redemption price will be calculated thereafter and payments for redemptions executed within 5 business days.

The Management Company at its discretion may accept redemptions in kind. The investor must explicitly agree with the proposed redemption in kind. In addition these redemption (1) must not have negative effect for the remaining investors and (2) will be audited by the Fund's appointed auditor. The related fees will be borne by the investor.

Art. 10.- Publications and information to the unitholders. The net asset value of the Fund units and the issue and redemption prices of the units of the individual Subfunds are published on each Subscription Date in Luxembourg at the registered offices of the Management Company.

The audited annual report will be sent to unitholders free of charge at their address set forth in the register of unitholders within four months of the end of the financial year. Un-audited semi-annual reports of the Fund will be sent at the same place within two months of the end of the period to which they refer. If bearer units have been issued, the reports will be made available within the above mentioned time-frames at the Management Company's registered office.

Any amendments of the Management Regulations shall be decided by the Management Company in accordance with the law and shall be published in the «Mémorial» of the Grand Duchy of Luxembourg. Amendments shall enter in force on the day of such publication.

Notifications to the unitholders, which may involve changes to the Management Regulations, will be sent to the unitholders at their addresses indicated in the register of unitholders. If bearer units have been issued, such notifications will be published in a Luxembourg newspaper.

The Management Regulations of the Fund, the Custodian Agreement, the Administrative Agent Agency Agreement, the Portfolio Management Agreement and the Articles of Incorporation of the Management Company are available to review by investors at the registered office of the Management Company, during usual business hours. The Fund may at its discretion decide to publish the Net Asset Value, the issue, conversion and redemption price of the Fund's units in their respective reference currency and in any other currency considered to be of any interest to the investors. If necessary, any information relating to a suspension or resumption of the calculation of the Net Asset Value, the issue

or redemption price as well as all notifications to unitholders will be published in the «Mémorial» and in the «Luxemburger Wort», and, if necessary, in the different distribution countries.

Art. 11.- Financial Year, Audit. The Fund's financial year shall always end on December 31. The annual report includes reports on the Fund in general and on the individual Subfunds. The annual statement of accounts of the Fund shall be audited by a certified auditor appointed by the Management Company.

Art. 12.- Distribution Policy. For each Subfund the Management Company may decide to issue distribution and/or accumulation units.

In case of accumulation units relevant net income and net capital gains shall not be distributed but shall increase the Net Asset Value of the relevant units (accumulation). However, for each Sub-Fund the Management Company may decide to distribute all or part of the net income and/or net capital gains to both categories of units, by a majority decision of the unitholders of the relevant Sub-Fund.

In case of distribution units the Management Company shall decide, after closing the annual accounts per Subfund, whether and to what extent distributions are to be paid out of investment income and the net realised gains in the net asset value after deduction of all fees and expenses. The payment of distributions must not result in the net asset value of the Fund falling below the minimum capital amount prescribed by law.

If a distribution is made, payment will be effected no later than two months after the end of the financial year. Entitlements to distributions and allocations not claimed within five years of the due date shall be forfeited and the corresponding assets returned to the respective Subfund. If the Subfund in question has already been liquidated, the distributions and allocations will accrue to the remaining Subfunds of the same Fund in proportion to their respective net assets. The Management Company may decide, in connection with the appropriation of net investment income and capital gains, to issue bonus Fund units as well as to pay interim dividends.

Art. 13.- Duration, Liquidation and Merging of the Fund and its Subfunds. The Fund has been established for an indefinite period.

Liquidation of the Fund and its Subfunds

Unitholders, their heirs or other beneficiaries may not demand the division or liquidation of the entire Fund or one or more individual Subfunds. The Management Company is empowered, however, to liquidate existing Subfunds provided that, taking into account the interests of the unitholders, such liquidation is considered reasonable or necessary for the protection of the Management Company and the fund or for investment policy reasons.

The Unitholders holding registered Fund units will be informed in writing of the decision to liquidate a Subfund. If bearer units have been issued, the unitholders will be informed by publication in a Luxembourg newspaper. No units may be issued after the date of such a decision and any conversion into the concerned subfund shall be suspended. The redemption of units or conversion out of the concerned subfund will still be possible even after this decision is implemented, so that it will be ensured that any liquidation costs will be taken into account by the subfund and are thus borne by all investors holding units of the subfund at the time the decision to liquidate is made. In the event of liquidation, the Management Company will realise the Fund's assets in the best interests of the unitholders and instruct the custodian to distribute the net proceeds from the liquidation of the Subfunds to the unitholders of said Subfunds in proportion to their respective holdings. Any liquidation proceeds which cannot be distributed to the unitholders may be deposited with the custodian for a period of 6 months. Afterwards, they will be deposited with the Caisse des Consignations in Luxembourg until expiry of the limitation period.

Liquidation of the Fund is mandatory in the cases prescribed by law and in the event of the Management Company being liquidated. Notice of such liquidation will be given to the registered unitholders in writing and will be published in the «Mémorial», in at least 3 daily newspapers, at least one of which must be a Luxembourg newspaper. The liquidation procedure is identical in both cases with the exception that, in the case of the Fund's liquidation, any liquidation proceeds which cannot be distributed to unitholders at the conclusion of the liquidation procedure are immediately deposited with the Caisse des Consignations.

Merger of one or more Subfunds

If, under whatever circumstances the net assets of a specific Subfund fall under the equivalent in the reference currency (as defined under «Available Subfunds») of USD 10 million or, in case of a modification of the economical, legal or political situation, the Management Company may decide the cancellation of units of the specific Subfund and the allocation of units/units to be issued by another Subfund or another UCI (Undertaking for Collective Investment) organised under the Luxembourg law relating to undertakings for collective investment enacted on March 30, 1988.

The unitholders will be informed of the decision to merge in the same way as previously described for the liquidation of the Subfunds. During the month following the communication of such a decision, the unitholders are authorised to redeem all or part of their units at the then prevailing net asset value - free of charge - in accordance with the guidelines outlined in the section «Redemption of Units». Units not presented for redemption will be exchanged on the basis of the net asset value of the corresponding Subfund's or of the other UCI's units calculated for the day on which the merger takes effect.

Art. 14.- Taxes and Expenses of the Fund.

Taxes

In conformity with current legislation in the Grand Duchy of Luxembourg, the assets of UBS (LUX) INSTITUTIONAL FUND are not subject to any Luxembourg withholding, income, capital gains or wealth taxes. In Luxembourg, the Company's assets are only subject to a so-called «taxe d'abonnement» of 0.05% p.a. on total net assets, which is payable quarterly. If any Subfund or any class of a Subfund is reserved to institutional investors, the «taxe d'abonnement» may be reduced to 0.01% p.a. on total net assets of that specific subfund or class.

According to legislation currently in force, no unitholders are required to pay any income, wealth or other tax in Luxembourg, unless they are or were residents of Luxembourg or maintain a permanent establishment there with title to the Fund units.

Potential subscribers to the Fund should inform themselves on applicable laws and regulations (i.e. as to the possible tax requirements or foreign exchange control) of the countries of their citizenship, residence or domicile, and which might be relevant to the subscription, purchase, holding and redemption of units.

Expenses

The Fund shall bear the following expenses:

- all taxes which may be payable on the Fund's assets or income and especially the «taxe d'abonnement»;
- the customary commissions usually incurred on security transactions;
- fees to the Custodian, the Administrative Agent, which shall be in line with the scale of fees customarily applied by banks and administrative agents at the financial centre of Luxembourg;
- a commission of up to 2% p.a. calculated on the Subfund's net asset value and paid monthly for the Portfolio Manager and, if applicable, a «performance fee» payable to the Portfolio Manager as described in the Fund's prospectus;
- the costs which may be incurred for extraordinary steps or measures in particular expert opinions or lawsuits which might be necessary for the protection of the Fund's assets;
- all costs relating to the setting-up of the fund;
- the cost of preparing, depositing and publishing agreements and other documents concerning the Fund, including fees for the notification of and registration with all authorities, the cost of preparing, translating, printing and distributing the periodical publications and all other documents which are required by the relevant legislation or regulations, the cost of preparing and distributing notifications to unitholders, the fees for the Fund's auditors and legal advisers and all other similar expenses.

The expenditure involved in establishing the Fund and other extraordinary expenses may be written off over a period of up to five years. They are expected at approximately USD 35,000.-. The costs involved in launching new Subfunds will be written off over a period of up to five years in the respective Subfunds only. Outstanding costs relating to the inception of the Fund will be amortised between the Subfunds launched at the inception of the Fund only.

Operational and administrative expenses are allocated among the Subfunds, the categories and the classes of units pro rata to their respective net assets (or in a fair and reasonable manner as determined by the Management Company).

The Management Company shall not be remunerated out of the Fund's assets.

Art. 15.- Prescription, Applicable Law and Place of Jurisdiction. The claims of the unitholders against the Management Company or the Custodian shall prescribe 5 years after the date of the occurrence giving rise to the claim.

The Management Regulations shall be governed by Luxembourg law. The English version of these Management Regulations shall be authoritative and binding.

The District Court of Luxembourg shall have competence to settle disputes arising between the unitholders, the Management Company and the Custodian. Luxembourg law shall be applicable.

Luxembourg, 5th October, 2003.

UBS BRINSON FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

As Management Company

UBS (LUXEMBOURG) S.A.

As Custodian

Nachfolgend die deutsche Übersetzung des Verwaltungsreglements:

VERWALTUNGSREGLEMENT

Oktober 2003

UBS BRINSON FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., im Folgenden als die «Verwaltungsgesellschaft» bezeichnet, ist eine Aktiengesellschaft mit Gesellschaftssitz in 291, route d'Arlon, B.P. 91, L-2010 Luxemburg, die den Investmentfonds UBS (LUX) INSTITUTIONAL FUND gemäß dem vorliegenden Verwaltungsreglement verwaltet.

Das Vermögen des Fonds ist bei UBS (LUXEMBOURG) S.A., einer Aktiengesellschaft nach luxemburgischem Recht mit Gesellschaftssitz in 36-38, Grand-rue, Luxemburg (im Folgenden als die «Depotbank» bezeichnet) hinterlegt.

Die jeweiligen Rechte und Pflichten der Inhaber der Fondsanteile (im Folgenden als «Anteilhaber» bezeichnet), der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegen dem vorliegenden Verwaltungsreglement.

Durch den Kauf von Fondsanteilen akzeptieren die Anteilhaber in vollem Umfange das vorliegende Verwaltungsreglement und etwaige künftige Änderungen desselben.

Art. 1.- Der Fonds und seine Teilfonds. UBS (LUX) INSTITUTIONAL FUND ist ein offener Investmentfonds nach luxemburgischem Recht und stellt ein nicht eingetragenes Miteigentum der Anteilhaber an allen Wertpapieren und anderen Vermögenswerten des Fonds dar. Das Vermögen des Fonds, dessen Höhe unbegrenzt ist, wird getrennt vom Vermögen der Verwaltungsgesellschaft gehalten.

Die Anleger haben die Wahl zwischen verschiedenen Teilfonds unter ein und demselben Dachfonds.

Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit entscheiden, neue Teilfonds aufzulegen. In diesem Fall ist der Verkaufsprospekt entsprechend zu aktualisieren.

Die Anlagepolitik jedes einzelnen Teilfonds wird vom Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft im Einklang mit den Anlagezielen und unter Berücksichtigung des wirtschaftlichen, politischen und geld- und währungspolitischen Umfelds festgelegt.

Der Nettoinventarwert jedes einzelnen Teilfonds sowie der Nettoinventarwert pro Anteil jedes einzelnen Teilfonds werden in der von der Verwaltungsgesellschaft festgelegten Referenzwährung ausgedrückt.

Art. 2.- Anlagopolitik und -beschränkungen. Das Vermögen der Teilfonds wird nach dem Grundsatz der Risikostreuung angelegt. Die Teilfonds investieren ihr Nettovermögen in Schuldverschreibungen, Schuldtiteln, ähnlichen festverzinslichen und zinsvariablen übertragbaren Wertpapieren (Forderungspapieren und -rechten), Wandelschuldverschreibungen, wandelbaren Schuldtiteln, Anleihen mit Optionsschein, Optionsscheinen auf übertragbare Wertpapiere, Aktien, anderen Zertifikaten, wie z.B. Genossenschaftsanteilen und Partizipationsscheinen (Beteiligungspapieren und -rechten), kurzfristigen übertragbaren Wertpapieren und anderen Partizipationsscheinen.

Außerdem gelten für die Anlagen jedes einzelnen Teilfonds die folgenden Bedingungen:

a) Die Anlagen der Fonds dürfen sich nur zusammensetzen aus:

(i) Übertragbaren Wertpapieren, die an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäß funktionierenden, geregelten Wertpapiermarkt (im Folgenden als «geregelter Markt» bezeichnet) eines europäischen, amerikanischen, asiatischen, afrikanischen oder ozeanischen Landes (im Folgenden als «zugelassener Staat» bezeichnet) notiert sind bzw. gehandelt werden.

Im Wege einer Neuemission erworbene übertragbare Wertpapiere müssen in ihren Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur Notierung an einer Wertpapierbörse bzw. zum Handel an einem geregelten Markt eines zugelassenen Staates beantragt wurde. Dies muss innerhalb eines Jahres nach der erstmaligen Emission erfolgt sein.

(ii) Dennoch darf die Verwaltungsgesellschaft:

- bis zu 10% des Nettovermögens eines Fonds in anderen als den im Absatz (i) genannten übertragbaren Wertpapieren anlegen;

- bis zu 10% des Nettovermögens eines Teilfonds in Schuldverschreibungen anlegen, die auf Grund ihrer Eigenschaften als übertragbaren Wertpapieren gleichgestellt behandelt werden und die unter anderem übertragbar und liquide sind und deren Wert jederzeit oder zumindest in der in Artikel 6 des vorliegenden Verwaltungsreglements festgelegten Häufigkeit genau ermittelt werden kann;

wobei diese beiden Werte zusammen höchstens 10% des Nettovermögens eines Teilfonds ausmachen dürfen.

(iii) Jeder Teilfonds darf zusätzlich liquide Mittel halten.

b) Risikostreuung

Im Hinblick auf die Risikostreuung ist es der Verwaltungsgesellschaft nicht gestattet, mehr als 10% des Nettovermögens eines Teilfonds in übertragbaren Wertpapieren eines einzigen Emittenten zu investieren. Der Gesamtwert aller übertragbaren Wertpapiere von Emittenten, in denen mehr als 5% des Nettovermögens eines Teilfonds angelegt sind, darf höchstens 40% des Nettovermögens des Teilfonds ausmachen.

Es sind jedoch die folgenden Ausnahmen zulässig:

- Die festgelegte Obergrenze von 10% kann auf höchstens 25% angehoben werden, wenn die Investition Anleihen betrifft, die von Kreditinstituten ausgegeben werden, welche ihren Geschäftssitz in einem EU-Mitgliedsstaat haben und dort kraft Gesetzes einer besonderen, auf den Schutz der Inhaber dieser Papiere gerichteten Aufsicht unterliegen. In diesen Fällen kommen die Bestimmungen des Artikels 42(3) des Luxemburgischen Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend Organismen für gemeinsame Anlagen zur Anwendung. Insbesondere müssen die Mittel, die aus der Emission solcher Anleihen stammen, entsprechend dem Gesetz in Vermögenswerten angelegt werden, die während der gesamten Laufzeit der Anleihen die daraus entstehenden Verpflichtungen genügend decken sowie bei Zahlungsunfähigkeit des Schuldners des Emittenten ein Vorzugsrecht in Bezug auf die Zahlung von Kapital und Zinsen gewähren. Wenn mehr als 5% des Nettovermögens eines Teilfonds in solche Anleihen ein und desselben Emittenten investiert werden, darf außerdem der Gesamtwert dieser Anlagen 80% des Nettoinventarwerts des Teilfonds nicht übersteigen.

- Die festgelegte Obergrenze von 10% kann auf höchstens 35% angehoben werden, wenn es sich um übertragbare Wertpapiere handelt, die von einem EU-Mitgliedstaat oder seinen Gebietskörperschaften, von einem anderen zugelassenen Staat oder von internationalen Einrichtungen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden.

Die unter diese Ausnahmeregel fallenden übertragbaren Wertpapiere werden bei der Ermittlung der Obergrenze von 40% in Bezug auf die Risikostreuung nicht eingerechnet.

- Nach dem Grundsatz der Risikostreuung kann die Verwaltungsgesellschaft bis zu 100% des Nettovermögens eines Teilfonds in übertragbaren Wertpapieren verschiedener Emittenten investieren, die von einem EU-Mitgliedstaat oder seinen Gebietskörperschaften, von einem anderen zugelassenen Staat, der Mitglied der OECD ist, oder von internationalen Einrichtungen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden. Diese Wertpapiere müssen mindestens sechs verschiedenen Emissionen angehören, wobei die Wertpapiere einer einzigen Emission 30% des Gesamtbetrages des Nettovermögens eines Teilfonds nicht überschreiten dürfen.

Solange der Teilfonds den Grundsatz der Risikostreuung befolgt, darf er von den genannten Beschränkungen bezüglich der Risikostreuung während der ersten sechs Monate nach der Notierung abweichen.

Werden die oben genannten Grenzen unabsichtlich oder im Ergebnis der Ausübung von Zeichnungsrechten überschritten, muss sich die Verwaltungsgesellschaft vordringlich bemühen, die festgelegten Grenzen unter Beachtung der Interessen der Anteilhaber durch Verkäufe sofort wieder einzuhalten.

c) Anlagengrenzen

Es ist der Verwaltungsgesellschaft untersagt:

- übertragbare Wertpapiere für den Fonds zu erwerben, deren Verkauf auf Grund einer vertraglichen Vereinbarung Beschränkungen unterliegt;

- Aktien zu erwerben, die mit Stimmrechten verbunden sind und damit der Vermögensgesellschaft zusammen mit anderen von ihr verwalteten Fonds oder Teilfonds, die unter das Gesetz vom 30. März 1988 fallen, ermöglichen, erheblichen Einfluss auf die Geschäftsleitung eines Emittenten auszuüben.

- mehr als 10% der
- stimmrechtslosen Anteile ein und derselben Gesellschaft,
- Anleihen ein und desselben Emittenten, oder
- Anteile ein und desselben Organismus für gemeinsame Anlagen zu erwerben.

In den beiden letztgenannten Fällen müssen die Erwerbsbeschränkungen nicht eingehalten werden, wenn sich der Bruttobetrag der Anleihen und der Nettobetrag der ausgegebenen Anteile zum Zeitpunkt des Erwerbs nicht feststellen lassen.

Gemäß Artikel 45(3) des Gesetzes vom 30. März 1988 betreffend Organismen für gemeinsame Anlagen sind davon Wertpapiere ausgenommen, die von einem EU-Mitgliedstaat oder seinen Gebietskörperschaften oder von einem anderen zugelassenen Staat begeben oder garantiert werden oder die von internationalen Einrichtungen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben werden.

- für jeden Teilfonds mehr als 5% des Nettovermögens in Anteilen anderer offener Organismen für gemeinsame Anlagen zu investieren, wenn diese als Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren gemäß der Definition von Richtlinie 85/611/EG vom 20. Dezember 1985 betrachtet werden und diese Organismen für gemeinsame Anlagen nicht von der Verwaltungsgesellschaft oder von einer anderen Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, es sei denn, diese Organismen für gemeinsame Anlagen haben sich gemäß ihrer Verwaltungsreglements oder Satzungen auf Anlagen in bestimmten geographischen oder wirtschaftlichen Sektoren spezialisiert. Es ist der Verwaltungsgesellschaft untersagt, eine Verwaltungsgebühr auf den Teil des Nettovermögens des Fonds zu erheben, der in Anteilen anderer offener Organismen für gemeinsame Anlagen der UBS-GRUPPE angelegt ist.

- Wertpapier-Leerverkäufe zu tätigen,
- Edelmetalle oder Zertifikate über solche Edelmetalle zu kaufen;
- in Grundstücke zu investieren und Waren oder Warenkontrakte zu kaufen oder zu verkaufen;
- Kredite für jeden Teilfonds aufzunehmen, außer
- für den Ankauf von Devisen mit Hilfe von Gegenkrediten;
- im Falle vorübergehender Kreditaufnahmen, die bis zu 10% des Nettovermögens des jeweiligen Teilfonds ausmachen;
- Kredite zu gewähren oder für Dritte als Bürge einzustehen. Diese Beschränkung steht dem Kauf nicht vollständig gezeichneter übertragbarer Wertpapiere nicht entgegen. Der Fonds darf Vermögenswerte an Dritte ausleihen, auch im Rahmen der im Verkaufsprospekt beschriebenen Bedingungen.
- Vermögenswerte des Fonds zu verpfänden oder anderweitig zu belasten, das Eigentumsrecht daran zu übertragen oder sie als Sicherheit abzutreten. Die übliche Zahlung von Einschüssen bei Optionen und ähnlichen Geschäften bleibt hiervon unberührt.

Im Interesse der Anteilinhaber darf die Verwaltungsgesellschaft jederzeit zusätzliche Anlagebeschränkungen festlegen, soweit diese erforderlich sind, um den Gesetzen und Rechtsvorschriften jener Länder zu entsprechen, in denen Anteile des Fonds angeboten und verkauft werden.

Art. 3.- Einsatz besonderer Techniken und Instrumente. Unter Beachtung der nachfolgenden Anlagerichtlinien darf jeder Teilfonds zum Zwecke der Absicherung und zu anderen Zwecken als der Absicherung Terminkontrakte und Optionen auf Finanzinstrumente kaufen und verkaufen sowie Geschäfte betreffend Optionen auf übertragbare Wertpapiere tätigen. Die Verwaltungsgesellschaft kann sich für jeden Teilfonds der nachfolgenden Techniken und Instrumente bedienen, unter der Bedingung, dass diese Anlagetechniken und Finanzinstrumente im Interesse einer ordentlichen Verwaltung des Fondsvermögens eingesetzt werden.

(1) Optionen auf übertragbare Wertpapiere

Unter Beachtung der nachfolgenden Richtlinien darf der Fonds sowohl Kauf- als auch Verkaufsoptionen kaufen und verkaufen, sofern sie an einem regelmäßig tätigen, anerkannten und für das Publikum offenen geregelten Markt gehandelt werden, bzw. börsenfreie Optionen kaufen und verkaufen, wobei es sich bei den Vertragspartnern dieser Optionsgeschäfte um erstklassige Finanzinstitute handeln muss, die auf derartige Geschäfte spezialisiert sind und von einer anerkannten Rating-Agentur als bonitätsmäßig erstklassig eingestuft wurden.

Kauf von Optionen

Die Summe der Prämien, die für den Erwerb der im Umlauf befindlichen Kauf- und Verkaufsoptionen gezahlt werden, darf zusammen mit der Summe der Prämien, die für den Erwerb der im Umlauf befindlichen Kauf- und Verkaufsoptionen aus Geschäften gezahlt werden, die mit einem anderen Ziel als der Absicherung getätigt werden, 15% des Gesamtnettovermögens des einzelnen Teilfonds nicht überschreiten.

Verkauf von Optionen

Beim Abschluss von Kontrakten über den Verkauf von Kaufoptionen muss der Teilfonds entweder im Besitz der zugrunde liegenden Wertpapiere oder gleichwertiger Kaufoptionen oder sonstiger Instrumente sein, die eine ausreichende Deckung für die sich aus den betreffenden Kontrakten ergebenden Verbindlichkeiten gewährleisten, wie z. B. Optionsscheine. Die den verkauften Kaufoptionen zugrunde liegenden Wertpapiere dürfen so lange nicht veräußert werden, wie diese Optionen bestehen, es sei denn, dass diese Optionen durch entgegengesetzte Optionen oder sonstige Instrumente, die zu diesem Zweck verwendet werden können, gedeckt sind. Das gleiche gilt auch für entgegengesetzte Kaufoptionen oder sonstige Instrumente, die jeder Teilfonds halten muss, falls er die zugrunde liegenden Wertpapiere zum Zeitpunkt des Verkaufs der betreffenden Optionen nicht besitzt. Als Ausnahme von diesen Bestimmungen darf je-

der Teilfonds ungedeckte Kaufoptionen auf Wertpapiere, die er bei Abschluss des Optionskontraktes nicht besitzt, verkaufen, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind: (a) der gesamte Basispreis der auf diese Weise verkauften Kaufoptionen darf 25% des Wertes des einzelnen Teilfonds nicht überschreiten; (b) jeder Teilfonds muss jederzeit in der Lage sein, die im Rahmen dieser Verkäufe aufgebauten Positionen zu decken. Beim Verkauf einer Verkaufsoption muss jeder Teilfonds über die gesamte Laufzeit des Optionskontraktes durch liquide Mittel gedeckt sein, die ausreichen, um die bei der Ausübung der Option durch den Vertragspartner an ihn zu liefernden Wertpapiere zu bezahlen.

Bedingungen und Grenzen für den Verkauf von Kauf- und Verkaufsoptionen

Die Summe der Verpflichtungen, die sich aus dem Verkauf von Kauf- und Verkaufsoptionen ergeben (unter Abschluss des Verkaufs von Kaufoptionen, für die der Fonds über eine ausreichende Deckung verfügt), darf zusammen mit der Summe der Verpflichtungen, die sich aus im Punkt «Geschäfte, die mit einem anderen Ziel als der Absicherung getätigt werden» unten beschriebenen Geschäften ergeben, zu keinem Zeitpunkt den gesamten Nettoinventarwert des einzelnen Teilfonds übersteigen.

In diesem Zusammenhang entsprechen die Verpflichtungen aus dem Verkauf von Kauf- und Verkaufsoptionen der Summe der Basispreise dieser Optionen.

(2) Terminkontrakte und Optionen auf Finanzinstrumente

Mit Ausnahme von freihändigen Geschäften zur Absicherung des Risikos bei Zinsschwankungen dürfen Terminkontrakte und Optionen auf Finanzinstrumente nur aus Kontrakten, die an einem regelmäßig tätigen, anerkannten und für das Publikum offenen geregelten Markt gehandelt werden, bzw. aus börsenfreien Optionen gemäß der Definition in (I) bestehen. Vorbehaltlich der nachstehend aufgeführten Bedingungen dürfen diese Geschäfte zur Absicherung oder zu einem anderen Zweck abgeschlossen werden.

Geschäfte zur Absicherung der Risiken im Zusammenhang mit der Entwicklung an den Börsen:

Zur globalen Absicherung gegen das Risiko einer ungünstigen Entwicklung der Aktienmärkte darf jeder Teilfonds Terminkontrakte und Kaufoptionen auf Aktienindizes verkaufen und Verkaufsoptionen auf Aktienindizes kaufen. Das Ziel dieser Absicherungsgeschäfte setzt voraus, dass eine ausreichende Übereinstimmung zwischen der Zusammensetzung des verwendeten Index und der des Vermögens des jeweiligen Teilfonds besteht. Die Summe der Verpflichtungen, die sich aus Terminkontrakten und Optionen auf Aktienindizes ergeben, darf grundsätzlich den gesamten geschätzten Börsenwert der Wertpapiere, die von jedem Teilfonds auf dem diesem Index entsprechenden Markt gehalten werden, nicht überschreiten.

Absicherung des Risikos bei Zinsschwankungen:

Zur globalen Absicherung gegen das Risiko bei Zinsschwankungen darf jeder Teilfonds Zinsterminkontrakte verkaufen. Mit dem gleichen Ziel darf er auch Kaufoptionen auf Zinssätze verkaufen oder Verkaufsoptionen auf Zinssätze kaufen oder einen Zinsswap mit erstklassigen Finanzinstituten, die auf derartige Geschäfte spezialisiert sind, im Rahmen von freihändigen Geschäften tätigen. Die Summe der Verpflichtungen, die sich aus Terminkontrakten, Optionen und Swap-Geschäften ergeben, darf grundsätzlich nicht den gesamten geschätzten Börsenwert der abzusichernden Vermögenswerte, die der Teilfonds in der diesen Kontrakten entsprechenden Währung hält, übersteigen.

Geschäfte, die mit einem anderen Ziel als der Absicherung getätigt werden:

Mit Ausnahme von Optionen auf übertragbare Wertpapiere und Devisenwechselkurstransaktionen kann die Verwaltungsgesellschaft für jeden Teilfonds Terminkontrakte und Optionen auf alle Arten von Finanzinstrumenten kaufen und verkaufen, sofern sie an einer Wertpapierbörse oder einem anderen geregelten Markt notiert sind bzw. gehandelt werden, oder freihändig gehandelte Terminkontrakte und Optionen kaufen und verkaufen unter der Voraussetzung, dass es sich bei den Vertragspartnern solcher Transaktionen um erstklassige Finanzinstitute handelt, die auf derartige Geschäfte spezialisiert sind. Dabei dürfen die sich daraus ergebenden Verpflichtungen zusammen mit den Verpflichtungen, die aus Tauschgeschäften (SWAPS) sowie aus dem Verkauf von Kauf- und Verkaufsoptionen auf Wertpapiere hervorgehen, das Nettovermögen des entsprechenden Teilfonds nicht übersteigen.

Des Weiteren kann die Verwaltungsgesellschaft auf akzessorischer Basis Optionen auf Zins-Swaps erwerben, sofern es sich bei den Vertragspartnern dieser Optionen und der zugrundeliegenden Zins-Swaps um erstklassige Finanzinstitute handelt, die auf derartige Geschäfte spezialisiert sind. Diese Tauschgeschäfte (Swaps) dürfen aber zu keinem Zeitpunkt getätigt werden, um die Anlagepolitik des Teilfonds zu verändern.

Verkäufe von angemessen abgesicherten Kaufoptionen auf übertragbare Wertpapiere sind in diese Berechnung nicht einzubeziehen.

In diesem Zusammenhang werden die Verpflichtungen, die sich aus Geschäften ergeben, deren Gegenstand nicht Optionen auf Wertpapiere sind, wie folgt definiert:

- die Verpflichtungen aus Terminkontrakten entsprechen dem Marktwert der Nettopositionen der Kontrakte (nach Aufrechnung der Kauf- und Verkaufspositionen), die sich auf identische Finanzinstrumente beziehen, ohne dass die jeweiligen Fälligkeiten berücksichtigt werden sollen, und
- die Verpflichtungen aus gekauften und verkauften Optionen entsprechen der Summe der Basispreise der Optionen, die die Nettoverkaufspositionen bilden und sich auf denselben zu Grunde liegenden Vermögenswert beziehen, ohne dass die jeweiligen Fälligkeiten berücksichtigt werden sollen.

Des Weiteren kann die Verwaltungsgesellschaft auf akzessorischer Basis Tauschgeschäfte (Swaps) tätigen, mit Ausnahme von Swaps auf Devisenwechselkursen. Hierbei muss die Vertragspartei ein erstklassiges Finanzinstitut sein, welches auf diese Art von Geschäften spezialisiert ist. Diese Tauschgeschäfte dürfen aber zu keinem Zeitpunkt getätigt werden, um die Anlagepolitik des Teilfonds zu verändern.

(3) Wertpapierleihe

Der Fonds darf ebenfalls Teile seines Wertpapierbestandes an Dritte ausleihen. Im Allgemeinen darf die Wertpapierleihe nur über anerkannte Clearinghäuser, wie CLEARSTREAM oder EUROCLEAR, sowie über erstrangige Finanzinstitute, die auf solche Aktivitäten spezialisiert sind, innerhalb der von diesen festgesetzten Rahmenbedingungen erfolgen.

Solche Geschäfte dürfen aber nur für maximal 30 Tage getätigt werden. Übersteigt die Wertpapierleihe 50% des Marktwertes des Wertpapierbestandes des betreffenden Teilfonds, so darf sie nur unter der Bedingung erfolgen, dass der Wertpapierleihvertrag sofort kündbar ist und dass der Fonds die Rückgabe der ausgeliehenen Wertpapiere verlangen kann.

Bei Wertpapierleihgeschäften muss der Fonds grundsätzlich eine Garantie erhalten, deren Wert bei Abschluss des Wertpapierleihvertrages mindestens dem Gesamtwert der ausgeliehenen Wertpapiere und eventuell aufgelaufenen Zinsen entspricht. Diese Garantie muss in Form flüssiger Mittel und/oder in Form von Wertpapieren gestellt werden, die von einem Mitgliedstaat der OECD oder dessen öffentlichen Gebietskörperschaften oder internationalen Organisationen begeben oder garantiert werden und die bis zum Ablauf des oben genannten Vertrages im Namen des Fonds gesperrt sind. Eine derartige Garantie ist nicht erforderlich, wenn das Wertpapierleihgeschäft über CLEARSTREAM oder EUROCLEAR oder eine andere Organisation erfolgt, die dem Fonds die Erstattung des Wertes der ausgeliehenen Wertpapiere zusichert.

(4) Pensionsgeschäfte

Der Fonds darf sich für einen Teilfonds zusätzlich an Pensionsgeschäften beteiligen, die aus Käufen und Verkäufen von Wertpapieren bestehen, wobei dem Verkäufer das Recht oder die Pflicht eingeräumt wird, die verkauften Wertpapiere zu einem festgelegten Preis und innerhalb einer bestimmten Frist, die zwischen den beiden Parteien bei Vertragsabschluss vereinbart wurden, vom Erwerber zurückzukaufen. Der Fonds kann bei Pensionsgeschäften entweder als Käufer oder als Verkäufer auftreten. Eine Beteiligung an solchen Geschäften unterliegt jedoch folgenden Richtlinien:

- Wertpapiere dürfen nur über ein Pensionsgeschäft gekauft oder verkauft werden, wenn es sich bei der Gegenpartei um ein Finanzinstitut erstklassiger Bonität handelt, das sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert hat.
- Während der Laufzeit eines Pensionsgeschäftes dürfen die gekauften Wertpapiere nicht vor der Ausübung des Rechts auf den Rückkauf dieser Wertpapiere oder vor dem Ablauf der Rückkauffrist veräußert werden.
- Es muss zusätzlich sichergestellt werden, dass der Umfang der Pensionsgeschäfte jedes Teilfonds so gestaltet ist, dass der betreffende Teilfonds seinen Verpflichtungen zur Rücknahme von Anteilen gegenüber seinen Anteilhabern jederzeit nachkommen kann.

(5) Techniken und Instrumente zur Absicherung von Währungsrisiken

Zum Schutz seines Vermögens vor Währungsschwankungen kann jeder Teilfonds Devisenterminkontrakte und Devisenkaufoptionen verkaufen bzw. Devisenverkaufsoptionen kaufen, vorausgesetzt, sie werden an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt.

Zum selben Zweck darf jeder Teilfonds auch im Rahmen von freihändigen Geschäften, die mit erstklassigen Finanzinstituten, die auf diese Art von Geschäften spezialisiert sind, abgeschlossen werden, Devisenterminkontrakte verkaufen oder Devisentauschgeschäfte tätigen.

Im Interesse eines effizienten Portfoliomanagements wird der Teilfonds unter Bezugnahme auf die in Abschnitt I des Prospektes «Angebotene Teilfonds» als Benchmark angegebenen Indizes verwaltet.

Der Fonds ist neutral positioniert wenn seine Währungsausrichtung welche durch gehaltene Vermögenswerte und Währungsderivate entsteht, der Währungsverteilung seines Indexes gleich ist.

Der Einsatz von Devisenterminkontrakten, Futures, Optionen und Optionen auf Futures ist zu folgenden Zwecken zulässig:

- a) zur Rückkehr zu einer neutralen Position des Portfolios in Bezug auf den Index oder
- b) zur Absicherung eines in einer Nicht-Referenzwährung bestehenden Risikos durch die Basiswährung der Teilfonds.

Hierzu können Fremdwährungen gekauft werden mit dem Ziel der Erfüllung per Termin durch Verkauf anderer im Portfolio gehaltener Währungen, wenn die Erwartung besteht, dass die neutrale Risikoposition des Portfolios der Währungszusammensetzung des Benchmark-Index entsprechen wird.

Das durch solche Währungstransaktionen gebildete Engagement in einer bestimmten Währung darf nicht größer sein als das prozentuale Engagement der gleichen Währung in der Benchmark. Die Anwendung solcher Absicherungsmethoden wird dahin gehend begrenzt, dass das Gesamtengagement 100% des gesamten Nettovermögens des Fonds nicht überschreiten darf, und kann daher weder zu einem Engagement in der Referenzwährung des Fonds von mehr als 100% noch zum Aufbau einer Short Position in einer Währung führen.

Der Wirtschaftsprüfer des Fonds wird kontrollieren, ob der Referenzindex tatsächlich als Benchmark für Fremdwährungstransaktionen verwendet wurde.

Art. 4.- Die Verwaltungsgesellschaft und die Zentralverwaltungsstelle. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet die Teilfonds im alleinigen Interesse der Anteilhaber.

Die Verwaltungsgesellschaft entscheidet über die einzelnen Teilfonds, aus denen sich der Fonds zusammensetzt, bestimmt deren Auflegung und bestimmt, wenn es ihr im Interesse der Anteilhaber zweckmäßig erscheint, deren Auflösung.

Die Verwaltungsgesellschaft ist mit den umfassendsten Befugnissen versehen, um alle Administrations- und Verwaltungsmaßnahmen in ihrem Namen, aber für Rechnung der Anteilhaber auszuführen. Sie ist insbesondere entsprechend befugt, Wertpapiere und andere Vermögenswerte zu kaufen, zu verkaufen, zu zeichnen, umzutauschen und entgegenzunehmen sowie alle mit den Vermögenswerten des Fonds direkt oder indirekt verbundenen Rechte auszuüben.

Die Verwaltungsgesellschaft kann durch Portfolio-Manager und Anlageberater unterstützt werden.

Art. 5.- Die Depotbank. Die Verwaltungsgesellschaft beauftragt die Depotbank. UBS (LUXEMBOURG) S.A. wurde als Depotbank beauftragt.

Die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können ihre vertragliche Vereinbarung jederzeit mit einer Kündigungsfrist von drei Monaten schriftlich gegenüber der anderen Partei beenden. Die Verwaltungsgesellschaft darf den Vertrag der Depotbank jedoch nur beenden, wenn eine neue Depotbank die Aufgaben und Verantwortlichkeiten der Depotbank des Fonds übernimmt. Nach einer solchen Beendigung muss die Depotbank ihre Aufgaben solange weiter

wahrnehmen, bis das gesamte Vermögen des Fonds auf die neue Depotbank übertragen wurde. Im Falle einer Kündigung durch die Depotbank ist die Verwaltungsgesellschaft verpflichtet, eine neue Depotbank zu beauftragen. In diesem Fall muss die Depotbank die Interessen des Fonds wahren, bis ihre Aufgaben auf die neue Depotbank übertragen wurden.

Die Depotbank verwahrt für die Anteilhaber alle flüssigen Mittel und Wertpapiere, die dem Teilfonds gehören.

Die Depotbank erfüllt alle banküblichen Pflichten im Hinblick auf die Konten und Wertpapiere des Fonds und nimmt alle laufenden administrativen Aufgaben im Zusammenhang mit dem Fondsvermögen wahr.

Die Depotbank ist ferner verpflichtet:

a) sicherzustellen, dass Verkauf, Rücknahme, Umtausch und Annullierung von Anteilen für die Rechnung des Fonds oder durch die Verwaltungsgesellschaft im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen und dem Verwaltungsreglement erfolgen;

b) alle von der Verwaltungsgesellschaft erteilten Anweisungen auszuführen, sofern diese nicht gegen gesetzliche Bestimmungen oder das Verwaltungsreglement verstoßen;

c) sicherzustellen, dass bei Geschäften in Bezug auf das Fondsvermögen die Gegenleistung fristgerecht erbracht wird;

d) sicherzustellen, dass die Erträge/Einkünfte des Fonds im Einklang mit dem Verwaltungsreglement verwendet werden;

e) sicherzustellen, dass der Wert der Anteile im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen und dem Verwaltungsreglement berechnet wird.

Die Depotbank ist berechtigt, eine Provision im Einklang mit der Gebührenordnung, die Banken am Finanzplatz Luxemburg üblicherweise anwenden, zu berechnen. Diese Gebühr wird dem Fonds belastet.

Verwaltungsleistungen

Die Verwaltungsgesellschaft beauftragt die Zentralverwaltungsstelle. UBS (LUXEMBOURG) S.A. wurde als Zentralverwaltungsstelle beauftragt.

UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A. ist als Zentralverwaltungsstelle für die allgemeinen administrativen Aufgaben, die im Rahmen der Fondsverwaltung notwendig sind und die vom luxemburgischen Recht vorgeschrieben werden, verantwortlich. Diese Verwaltungsleistungen beinhalten hauptsächlich die Domizilierung, die Berechnung des Nettoinventarwerts der Anteile, die Buchführung des Fonds sowie das Berichtswesen. Die Zentralverwaltungsstelle ist berechtigt, eine Provision im Einklang mit der Gebührenordnung, die am Finanzplatz Luxemburg üblicherweise angewandt wird, zu berechnen. Diese Gebühr wird dem Fonds belastet.

Art. 6.- Berechnung des Nettoinventarwerts. Der Nettoinventarwert pro Anteil der einzelnen Teilfonds wird von der Verwaltungsgesellschaft mindestens zweimal monatlich (grundsätzlich jedoch an jedem Werktag in Luxemburg) im Einklang mit dem vorliegenden Verwaltungsreglement und auf der Grundlage der Schlusskurse berechnet. In diesem Zusammenhang sind unter «Werktagen» die Bankgeschäftstage (d.h. die Tage, an denen Banken während der normalen Geschäftszeit geöffnet sind) in Luxemburg mit Ausnahme einzelner nicht-gesetzlicher Feiertage in Luxemburg und/oder der üblichen Ferien in Ländern mit Börsen und Märkten, auf denen die Bewertung von mehr als die Hälfte des Nettovermögens des Teilfonds basiert, zu verstehen.

Der tatsächliche Zeichnungstermin ist für jeden Teilfonds im Verkaufsprospekt des Fonds beschrieben.

Der Nettoinventarwert der Anteile eines Teilfonds ergibt sich durch Teilung des Gesamtnettovermögens des Teilfonds durch die Anzahl seiner im Umlauf befindlichen Anteile. Das Nettovermögen jedes Teilfonds entspricht der Differenz zwischen den Vermögenswerten des Teilfonds und seinen Verbindlichkeiten. Der Nettoinventarwert pro Anteil wird in der Referenzwährung des einzelnen Teilfonds ausgedrückt.

Bei Teilfonds, bei denen unterschiedliche Anteilskategorien oder Anteilsklassen ausgegeben wurden, muss der Nettoinventarwert pro Anteil für jede einzelne Kategorie und jede einzelne Klasse berechnet werden. Der Nettoinventarwert pro Anteil einer bestimmten Kategorie oder Klasse wird durch Division des dieser Kategorie oder Klasse zuzurechnenden Teils des Gesamtnettovermögens des Teilfonds durch die Anzahl der im Umlauf befindlichen Anteile dieser Kategorie oder Klasse berechnet.

Die Anteilsklassen sind am gemeinsamen Nettovermögen entsprechend der allen Klassen zuzurechnenden Anzahl an Portfolioansprüchen beteiligt. Vom gemeinsamen Nettovermögen ausgenommen werden die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten des Teilfonds, die sich nur auf eine bestimmte Anteilsklasse beziehen. Das sind hauptsächlich spezielle Absicherungsinstrumente, die zu Gunsten der einzelnen Klassen vereinbart werden, und damit verbundene Verbindlichkeiten sowie die speziellen Gebühren und Kosten, die der Portfolio-Manager in Bezug auf Anteile einer bestimmten Klasse berechnet.

Die Nettovermögensansprüche werden den einzelnen Klassen wie folgt zugeteilt bzw. von den einzelnen Klassen abgezogen:

(i) auf der Grundlage der Teilfonds, die in das gemeinsame Portfolio eingebracht bzw. aus dem gemeinsamen Nettovermögen ausgezahlt werden, und zwar auf Grund der Ausgabe oder Rücknahme von Anteilen dieser Klasse,

(ii) auf der Grundlage der Beträge, die in das gemeinsame Nettovermögen eingezahlt bzw. aus diesem ausgezahlt wurden, und zwar auf Grund der Veräußerung oder des Erwerbs klassenspezifischer Vermögenswerte, auf Grund der Zahlung klassenspezifischer Verbindlichkeiten oder auf Grund der Realisierung von Gewinnen, Verlusten oder Erträgen auf klassenspezifische Vermögenswerte, und

(iii) auf der Grundlage der Dividenden oder anderen Ausschüttungen, die auf diese Anteilsklasse gezahlt wurden.

Der Wert der Gesamtzahl der Nettovermögensansprüche, die einer bestimmten Klasse am jeweiligen Bewertungsstichtag zugeteilt wurden, zuzüglich des Wertes der klassenspezifischen Vermögenswerte und Verbindlichkeiten in Bezug auf diese Klasse an diesem Tag, stellen den dieser Anteilsklasse am besagten Bewertungsstichtag zuzurechnenden Nettoinventarwert dar.

Wurden ausschüttende und thesaurierende Anteile ausgegeben, unterscheidet sich der Nettoinventarwert pro Anteil beider Kategorien erst, wenn eine Ausschüttung der Dividende erfolgt. Im Falle einer Ausschüttung vermindert sich der Nettoinventarwert der ausschüttenden Anteile um den Betrag der ausgeschütteten Dividende.

Das Gesamtvermögen des Fonds ist in EUR ausgedrückt und entspricht der Differenz zwischen der Summe der Vermögenswerte des Fonds und der Summe seiner Verbindlichkeiten. Zum Zwecke dieser Berechnung wird das Nettovermögen jedes Teilfonds, das nicht auf EUR lautet, in EUR umgerechnet und addiert.

Der Wert der von jedem Teilfonds gehaltenen Vermögenswerte wird wie folgt berechnet:

- An einer amtlichen Wertpapierbörse notierte Wertpapiere werden zum Schlusskurs bewertet. Falls ein und dasselbe Wertpapier an mehreren Wertpapierbörsen notiert ist, ist der Schlusskurs an jener Wertpapierbörse maßgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist;

- Nicht an einer amtlichen Wertpapierbörse gehandelte Wertpapiere, die jedoch an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zum letzt verfügbaren Preis an diesem Markt bewertet;

- Falls Wertpapiere, die am betreffenden Tag im Portfolio des Fonds gehalten werden, nicht an einer Wertpapierbörse notiert sind oder gehandelt werden oder nicht an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden oder falls in Bezug auf Wertpapiere, die an einer Wertpapierbörse notiert sind oder gehandelt werden oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, der Kurs, wie er gemäß den obigen Bestimmungen ermittelt wurde, nicht für die betreffenden Wertpapiere repräsentativ ist, wird der Wert dieser Wertpapiere auf der Grundlage eines angemessen vorhersehbaren Kurses, der von der Verwaltungsgesellschaft mit Vorsicht und nach dem Grundsatz von Treu und Glauben ermittelt wurde, festgelegt.

- Wertpapiere und sonstige Anlagen, welche nicht auf die Referenzwährung des entsprechenden Teilfonds lauten und welche nicht durch Währungsansprüche abgesichert sind, werden zum Währungsmittelkurs zwischen Kauf- und Verkaufspreis, welcher von externen Kurslieferanten bezogen wird, bewertet.

- Werden von den Teilfonds Swap-Geschäfte eingesetzt, wird der Wert dieser Swap-Geschäfte von der Gegenpartei dieser Swap-Geschäfte nach einer Methode berechnet, die auf dem Marktwert basiert, von der Verwaltungsgesellschaft anerkannt und vom Abschlussprüfer des Fonds geprüft ist.

- Ausgehend von den Nettoeinstandskosten und durch konstante Aufrechterhaltung der berechneten Anlagerendite wird der Wert von Geldmarktpapieren und anderen Schuldtiteln mit einer Restlaufzeit von weniger als einem Jahr laufend an den Rücknahmepreis derselben angepasst. Im Falle wesentlicher Änderungen der Marktbedingungen wird die Bewertungsgrundlage an die neuen Marktzinssätze angepasst;

- Schuldtitel mit einer Restlaufzeit von mehr als einem Jahr und andere Wertpapiere werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet, wenn sie an einer amtlichen Wertpapierbörse notiert sind. Falls ein und dasselbe Wertpapier an mehreren Wertpapierbörsen notiert ist, ist der letzte verfügbare Schlusskurs an jener Wertpapierbörse maßgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist;

- Schuldtitel mit einer Restlaufzeit von mehr als einem Jahr und andere Wertpapiere werden zum letzten verfügbaren Kurs an diesem Markt bewertet, wenn sie nicht an einer amtlichen Wertpapierbörse notiert sind, aber an einem anderen anerkannten, für das Publikum offenen und regelmäßig tätigen geregelten Markt gehandelt werden. Wenn diese Kurse nicht marktgerecht sind, werden die betreffenden Wertpapiere sowie die anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zu ihrem Marktwert bewertet, den die Verwaltungsgesellschaft nach dem Grundsatz von Treu und Glauben auf der Grundlage des wahrscheinlich zu erzielenden Kurses schätzt,

- Festgeldeinlagen mit einer ursprünglichen Laufzeit von mehr als 30 Tagen werden mit ihrer jeweiligen Rendite bewertet, sofern die entsprechende Vereinbarung zwischen dem Kreditinstitut, das die Festgeldeinlagen hält, und der Verwaltungsgesellschaft festlegt, dass diese Festgeldeinlagen jederzeit gekündigt werden können, und dass ihr Barwert, falls sie zur Rückzahlung gekündigt werden, dieser Rendite entspricht,

- Kassenbestände oder Bareinlagen, Sichtpapiere und Sichtwechsel, Wechsel- und Geldforderungen, transitorische Aktiva, Bardividenden und Zinsen, die erklärt wurden oder aufgelaufen sind, aber noch nicht vereinnahmt wurden, werden zum vollen Nennwert bewertet, es sei denn, es erweist sich als unwahrscheinlich, dass dieser Wert in voller Höhe gezahlt oder vereinnahmt wird; in diesem Fall kann der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft den Wert dieser Vermögenswerte mit einem Abzug ermitteln, der ihm angemessen erscheint, um den tatsächlichen Wert dieser Vermögenswerte wiederzugeben; flüssige Mittel werden zu ihrem Nennwert plus aufgelaufener Zinsen bewertet.

Die Verwaltungsgesellschaft ist befugt, vorübergehend andere angemessene Bewertungsgrundsätze für das Gesamtvermögen des Fonds und eines einzelnen Teilfonds anzuwenden, wenn die oben genannten Bewertungskriterien auf Grund außergewöhnlicher Umstände oder Ereignisse unpraktikabel oder ungeeignet erscheinen.

Bei außergewöhnlichen Umständen können innerhalb eines Tages zusätzliche Bewertungen vorgenommen werden, wenn diese für die Preise der anschließend auszugebenden bzw. zurückzunehmenden Anteile entscheidend sind. In diesem Fall wird nur die letzte Bewertung berücksichtigt.

Bei massiven Rücknahmeanträgen kann die Verwaltungsgesellschaft den Wert der Anteile des betreffenden Teilfonds auf der Grundlage der Preise festlegen, zu dem die notwendigen Wertpapierverkäufe erfolgen. In solch einem Fall wird für gleichzeitig eingereichte Ausgabe- und Rücknahmeanträge dieselbe Berechnungsgrundlage angewandt.

Der Fonds bildet eine rechtliche Einheit, und das Vermögen eines bestimmten Teilfonds darf nur für die Schulden, Verbindlichkeiten und Verpflichtungen dieses Teilfonds verwendet werden, solange mit den Gläubigern nicht ausdrücklich andere Vereinbarungen getroffen wurden. Im Verhältnis der Anteilinhaber untereinander wird jeder Teilfonds als getrennte Einheit betrachtet.

Art. 7.- Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts. Die Verwaltungsgesellschaft kann vorübergehend die Berechnung des Nettoinventarwerts und damit die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme von Anteilen eines oder mehrerer Teilfonds aussetzen:

- wenn eine oder mehrere Börsen oder Märkte, welche die Grundlage für die Bewertung eines Grossteils des Nettovermögens bilden, an Tagen, welche nicht den üblichen Feiertagen entsprechen, geschlossen sind oder der Handel ausgesetzt ist oder diese Börsen und Märkte Einschränkungen oder beträchtlichen vorübergehenden Schwankungen ausgesetzt sind;

- wenn politische, wirtschaftliche, militärische oder andere Ausnahmefälle, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Verwaltungsgesellschaft fallen, eine normale Verfügung über das Vermögen des Teilfonds unmöglich machen, ohne die Interessen der Anteilhaber zu beeinträchtigen;

- wenn durch Unterbrechungen des für die Berechnung des Nettoinventarwerts erforderlichen Kommunikationsnetzes oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens des Teilfonds nicht mit ausreichender Genauigkeit berechnet werden kann;

- wenn Einschränkungen des Devisen- oder anderweitigen Kapitalverkehrs die Abwicklung von Geschäften durch den Teilfonds verhindern oder wenn der Kauf oder Verkauf der Vermögenswerte des Teilfonds nicht zu normalen Wechselkursen getätigt werden kann.

Die Anleger werden im Einklang mit Artikel 10 dieses Verwaltungsreglements über die Aussetzung der Bewertung des Nettovermögens sowie der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtauschs von Anteilen informiert.

Art. 8.- Ausgabe und Umtausch von Anteilen. Die Verwaltungsgesellschaft entscheidet über die Vertriebspolitik und über die Ausgabe thesaurierender und/oder ausschüttender Anteile (im Folgenden als «Kategorie/n von Anteilen» bezeichnet) für jeden Teilfonds. Außerdem kann die Verwaltungsgesellschaft beschließen, getrennte Anteilklassen (die «Klassen») auszugeben. Die Vermögenswerte der verschiedenen Klassen werden gemeinsam angelegt, sie können sich jedoch hinsichtlich Gebührenstruktur, Absicherungspolitik, Mindestzeichnungsbetrag, Mindestbeteiligung oder anderer Eigenschaften unterscheiden.

Die Verwaltungsgesellschaft kann entscheiden, für jeden Teilfonds, jede Anteilskategorie und jede Anteilsklasse Mindestbeträge für die Zeichnung, den Umtausch, die Rücknahme und den Bestand festzulegen. Die Verwaltungsgesellschaft kann jedoch in ihrem eigenen Ermessen entscheiden, auf die Einhaltung des für die Zeichnung, den Umtausch, die Rücknahme und den Bestand festgelegten Mindestbetrages zu verzichten.

Ausgabe von Anteilen

Der Ausgabepreis der Anteile eines Teilfonds basiert auf deren gemäß Artikel 6 ermittelten Nettoinventarwert, der am betreffenden Zeichnungstermin gilt. Außerdem wird für jeden Teilfonds unter Bezugnahme auf den Nettoinventarwert eine Zeichnungsgebühr von höchstens 5% berechnet. Die Zahlung muss spätestens zwei Geschäftstage in Luxemburg nach dem Zeichnungstermin bei der Depotbank des Fonds eingegangen sein. Der Ausgabepreis erhöht sich um die Stempelgebühren oder anderen Abgaben, die in den Ländern anfallen, in denen die Anteile verkauft oder gezeichnet werden. Im Falle einer Zeichnung können die Gebühren (Courtage usw.), die für den Teilfonds im Zusammenhang mit der Anlage des gezeichneten Betrages durchschnittlich anfallen, dem Anleger ausgehend vom Nettoinventarwert berechnet werden.

Die Fondsanteile werden unverzüglich nach der Zahlung des vollen Ausgabepreises auf die betreffenden Anleger übertragen. Die Anteile werden als unverbriefte Namensanteile ausgegeben. Für bestimmte Kategorien oder Klassen von Anteilen hat die Verwaltungsgesellschaft entschieden Inhaberanteile auszugeben. Bruchteile von Anteilen werden bis zur dritten Dezimalstelle ausgegeben, diese Bruchteile werden jedoch nicht verbrieft. Auf Verlangen des Anteilhabers und gegen Zahlung aller entstandenen Kosten durch diesen kann die Verwaltungsgesellschaft auch entscheiden, Anteilscheine in Stückform auszugeben. Die Verwaltungsgesellschaft behält sich das Recht vor, Anteilscheine in Stücken von ein oder mehr Anteilen auszugeben. Bruchteile von Anteilen werden jedoch nicht verbrieft ausgegeben.

Die Verwaltungsgesellschaft kann auch jederzeit Fondsanteile von Anteilhabern zurückverlangen, die vom Erwerb oder Besitz der Fondsanteile ausgenommen sind. Die Verwaltungsgesellschaft kann darüber hinaus Anteile im Interesse der Anteilhaber teilen oder zusammenlegen.

Die Anteilhaber können nicht verpflichtet werden, zusätzlich zur Zahlung des oben beschriebenen Ausgabepreises weitere Zahlungen zu leisten oder andere Leistungen zu erbringen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann in ihrem eigenen Ermessen vollständige oder teilweise Naturalzeichnungen akzeptieren. In diesem Fall muss die Sachanlage im Einklang mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds stehen. Außerdem werden diese Anlagen durch den vom Fonds beauftragten Abschlussprüfer geprüft. Die damit verbundenen Gebühren gehen zu Lasten des Anlegers.

Die Verwaltungsgesellschaft kann (a) in ihrem eigenen Ermessen jedweden Antrag auf Fondsanteile ablehnen und (b) jederzeit Fondsanteile zwangsweise zurücknehmen, die von Anteilhabern gehalten werden, die vom Kauf oder Besitz von Fondsanteilen ausgenommen sind. Die auf diese Weise zurückgenommenen Anteile werden dem Anteilhaber zurückerstattet und verlieren damit ihre Gültigkeit.

Umtausch von Anteilen

Vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen im Verkaufsprospekt kann ein Anteilhaber eines Teilfonds einige oder alle seiner Anteile bis zum Gegenwert der zum Umtausch eingereichten Anteile in Anteile eines anderen Teilfonds umwandeln, sofern die Ausgabe der Anteile durch diesen Teilfond nicht wie oben beschrieben ausgesetzt wurde. Das Recht auf Umtausch von Anteilen ist jedoch von der Erfüllung etwaiger Bedingungen (einschließlich Mindestzeichnungsbeträge) abhängig, die für die Klasse oder Kategorie von Anteilen, in die der Umtausch erfolgen soll, gelten.

Der Umtausch erfolgt auf der Grundlage des Nettoinventarwerts pro Anteil der betreffenden Teilfonds, zuzüglich bzw. abzüglich etwaiger Steuern, Kosten oder anderer Auslagen und Transaktionsgebühren. Möglicherweise fällt eine Umtauschgebühr von bis zu 2% an, wie es im Verkaufsprospekt des Fonds näher beschrieben ist. Im Falle eines Umtauschs können die Gebühren (Courtage usw.), die für den Teilfonds im Zusammenhang mit der Anlage/Desinvestition des umgetauschten Betrages durchschnittlich anfallen, dem Anleger ausgehend vom Nettoinventarwert berechnet werden.

Wenn für den selben Teilfonds unterschiedliche Anteilkategorien oder -klassen ausgegeben wurden ist normalerweise der Umtausch von Anteilen einer Kategorie oder Klasse in Anteile einer anderen Kategorie oder Klasse zulässig. Der Umtausch von Kategorien oder Klassen ist innerhalb der in Abschnitt I des Verkaufsprospektes näher beschriebenen Grenzen möglich. Die Verwaltungsgesellschaft kann jedoch einen solchen Umtausch begrenzen. Der Umtausch erfolgt auf der Grundlage des Nettoinventarwerts pro Anteil der betreffenden Anteilkategorien oder -klassen.

Für die Einreichung der Umtauschanträge gelten die gleichen Modalitäten wie für die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen.

Art. 9.- Rücknahme von Anteilen. Die Anteilinhaber können jederzeit die Rücknahme ihrer Fondsanteile verlangen. Der Rücknahmepreis beruht auf dem gemäß Artikel 6 ermittelten Nettoinventarwert pro Anteil, abzüglich einer etwaigen Rücknahmegebühr von bis zu 2% des Nettoinventarwerts. Im Falle einer Rücknahme können die Gebühren (Courtagen usw.), die für den Teilfonds im Zusammenhang mit der Desinvestition des zurückgenommenen Betrages durchschnittlich anfallen, dem Anleger ausgehend vom Nettoinventarwert berechnet werden.

Die Zahlung für zur Rücknahme eingereichte Anteile erfolgt normalerweise innerhalb von fünf Geschäftstagen nach der Berechnung des Rücknahmepreises, es sei denn, die Überweisung des Rücknahmebetrages in das Land, in dem die Rücknahme beantragt wurde, erweist sich auf Grund gesetzlicher Vorschriften, wie z.B. Devisenkontrolle und Kapitalverkehrsbeschränkungen, oder auf Grund sonstiger, außerhalb des Einflussbereichs der Verwaltungsgesellschaft liegender Umstände als unmöglich.

Bei massiven Rücknahmeanträgen kann die Verwaltungsgesellschaft beschließen, Rücknahmeanträge erst dann auszuführen, wenn die notwendigen Vermögenswerte des Teilfonds ohne unnötige Verzögerung verkauft worden sind. Der Rücknahmepreis wird danach berechnet, und Zahlungen für Rücknahmen erfolgen innerhalb von fünf Geschäftstagen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann in ihrem eigenen Ermessen Naturalrücknahmen akzeptieren. Der Anleger muss der vorgesehenen Naturalrücknahme ausdrücklich zustimmen. Außerdem (1) dürfen diese Rücknahmen keine negative Auswirkung auf die übrigen Anleger haben und (2) werden diese Rücknahmen durch den vom Fonds beauftragten Abschlussprüfer geprüft. Die damit verbundenen Gebühren gehen zu Lasten des Anlegers.

Art. 10.- Veröffentlichungen und Informationen an die Anteilinhaber. Der Nettoinventarwert der Fondsanteile und die Ausgabe- und Rücknahmepreise der Anteile der einzelnen Teilfonds werden an jedem Zeichnungstermin in Luxemburg am Geschäftssitz der Verwaltungsgesellschaft veröffentlicht.

Der geprüfte Jahresbericht wird den Anteilinhabern innerhalb von vier Monaten nach dem Ablauf des Geschäftsjahres unentgeltlich an die im Verzeichnis der Anteilinhaber genannte Adresse zugesandt. Ungeprüfte Halbjahresberichte des Fonds werden innerhalb von zwei Monaten nach Ablauf des betreffenden Berichtszeitraums an dieselbe Adresse gesandt. Wenn Inhaberanteile ausgegeben wurden, werden die Berichte innerhalb der oben genannten Fristen am Geschäftssitz der Verwaltungsgesellschaft zur Verfügung gestellt.

Über Änderungen des Verwaltungsreglements entscheidet die Verwaltungsgesellschaft im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen, und sie werden im «Mémorial» des Großherzogtums Luxemburg veröffentlicht. Änderungen treten am Tag dieser Veröffentlichung in Kraft.

Mitteilungen an die Anteilinhaber, die möglicherweise Änderungen des Verwaltungsreglements betreffen, werden den Anteilinhabern an ihre im Verzeichnis der Anteilinhaber genannte Adresse zugesandt. Wenn Inhaberanteile ausgegeben wurden, werden diese Mitteilungen in einer luxemburgischen Tageszeitung veröffentlicht.

Das Verwaltungsreglement des Fonds, die Vereinbarung mit der Depotbank, die Vereinbarung mit der Zentralverwaltungsstelle, der Portfolio-Management-Vertrag und die Satzung der Verwaltungsgesellschaft stehen den Anlegern am Geschäftssitz der Verwaltungsgesellschaft während der normalen Geschäftszeit zur Einsichtnahme zur Verfügung. Der Fonds kann in seinem eigenen Ermessen entscheiden, den Nettoinventarwert, den Ausgabe-, Umtausch- und Rücknahmepreis der Fondsanteile in der jeweiligen Referenzwährung und in anderen Währungen, die, als für die Anleger von Interesse betrachtet werden, zu veröffentlichen. Bei Bedarf können Informationen bezüglich der Aussetzung oder Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwerts, des Ausgabe- oder Rücknahmepreises sowie alle Mitteilungen an Anteilinhaber im «Mémorial» und in «Luxemburger Wort» sowie bei Bedarf in den verschiedenen Vertriebsländern veröffentlicht werden.

Art. 11.- Geschäftsjahr, Abschlussprüfung. Das Geschäftsjahr des Fonds endet stets am 31. Dezember. Der Jahresbericht enthält Berichte über den Fonds im Allgemeinen und über die einzelnen Teilfonds. Der Jahresabschluss des Fonds wird durch einen von der Verwaltungsgesellschaft beauftragten Abschlussprüfer geprüft.

Art. 12.- Vertriebspolitik. Die Verwaltungsgesellschaft kann für jeden Teilfonds entscheiden, ausschüttende und/oder thesaurierende Anteile auszugeben.

Bei thesaurierenden Anteilen werden die entsprechenden Nettoerträge und Nettokapitalgewinne nicht ausgeschüttet, sondern sie erhöhen den Nettoinventarwert der betreffenden Anteile (Thesaurierung). Die Verwaltungsgesellschaft kann jedoch für jeden Teilfonds durch einen Mehrheitsbeschluss der Anteilinhaber des betreffenden Teilfonds entscheiden, die Nettoerträge und/oder Nettokapitalgewinne ganz oder teilweise auf beide Anteilkategorien auszuschütten.

Bei ausschüttenden Anteilen bestimmt die Verwaltungsgesellschaft nach Abschluss der Jahresrechnung für jeden Teilfonds, ob und in welchem Umfang Ausschüttungen aus den Anlageerträgen und den realisierten Nettogewinnen im Nettovermögen nach Abzug aller Gebühren und Kosten vorgenommen werden. Ausschüttungen dürfen nicht bewirken, dass der Nettoinventarwert des Fonds unter das gesetzlich vorgeschriebene Mindestkapital fällt.

Falls eine Ausschüttung vorgenommen wird, erfolgt die Zahlung innerhalb von zwei Monaten nach Ablauf des Geschäftsjahres. Ansprüche auf Ausschüttungen und Zuteilungen, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach dem Fälligkeitstermin geltend gemacht wurden, verfallen, und die entsprechenden Vermögenswerte fallen wieder dem betreffenden Teilfonds zu. Sollte der betreffende Teilfonds dann bereits aufgelöst worden sein, fallen die Ausschüttungen und Zuteilungen den übrigen Teilfonds desselben Fonds zu, und zwar anteilmäßig entsprechend dem jeweiligen Nettovermögen.

Die Verwaltungsgesellschaft kann im Zusammenhang mit der Verwendung des Nettokapitalertrages und der Kapitalgewinne die Ausgabe von Gratisfondsanteilen vorsehen, sowie die Zahlung von Zwischendividenden entscheiden.

Art. 13.- Laufzeit, Auflösung und Zusammenlegung des Fonds und seiner Teilfonds. Der Fonds wurde auf unbestimmte Zeit gegründet.

Auflösung des Fonds und seiner Teilfonds

Anteilhaber, ihre Erben oder sonstige Berechtigte dürfen nicht die Aufteilung oder Auflösung des gesamten Fonds oder eines oder mehrerer einzelner Teilfonds verlangen. Die Verwaltungsgesellschaft ist jedoch berechtigt, bestehende Teilfonds aufzulösen, sofern diese Auflösung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber zum Schutz der Verwaltungsgesellschaft und des Fonds oder im Interesse der Anlagepolitik notwendig oder angebracht erscheint.

Die Anteilhaber mit Namensanteilen am Fonds werden schriftlich über den Beschluss zur Liquidation eines Teilfonds unterrichtet. Wurden Inhaberanteile ausgegeben, werden die Anteilhaber durch Veröffentlichung in einer Luxemburger Tageszeitung darüber informiert. Nach dem Datum eines solchen Beschlusses dürfen keine Anteile mehr ausgegeben werden und jeder Umtausch in den betreffenden Teilfonds ist auszusetzen. Die Rücknahme von Anteilen oder der Umtausch aus dem betreffenden Teilfonds wird auch nach Umsetzung dieser Entscheidung noch möglich sein, damit sicher gestellt ist, dass alle Liquidationskosten vom Teilfonds berücksichtigt werden und daher von allen Anlegern getragen werden, die zum Zeitpunkt des Liquidationsbeschlusses Anteile des Teilfonds halten. Bei Liquidation wird die Verwaltungsgesellschaft das Vermögen des Fonds im wohlverstandenen Interesse der Anteilhaber realisieren und die Depotbank anweisen, den Reinerlös aus der Liquidation des Teilfonds den Anteilhabern des genannten Teilfonds im Verhältnis ihres jeweiligen Anteilbestands auszuschütten. Liquidationserlöse, deren Ausschüttung an die Anteilhaber nicht möglich ist, können für die Dauer von 6 Monaten bei der Depotbank hinterlegt werden. Anschließend werden sie bis zum Ablauf der Verjährungsfrist bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt.

Die Auflösung des Fonds erfolgt zwingend in den gesetzlich vorgesehenen Fällen und im Fall der Auflösung der Verwaltungsgesellschaft. Eine solche Auflösung wird den Inhabern von Namensanteilen schriftlich mitgeteilt und im «Mémorial» sowie in mindestens drei Tageszeitungen, davon in mindestens einer luxemburgischen Tageszeitung, veröffentlicht. Der Ablauf der Auflösung ist in beiden Fällen identisch, mit der Ausnahme, dass bei der Auflösung des Fonds Liquidationserlöse, die nicht beim Abschluss der Liquidationsverfahrens an die Anteilhaber verteilt werden können, sofort bei der Caisse des Consignations hinterlegt werden.

Zusammenlegung eines oder mehrerer Teilfonds

Sollte das Nettovermögen eines einzelnen Teilfonds aus irgendeinem Grund unter den Gegenwert von USD 10 Mio. in der Referenzwährung (gemäß der Definition im Abschnitt «Angebotene Teilfonds») fallen oder sollte sich die wirtschaftliche, rechtliche oder politische Situation ändern, kann die Verwaltungsgesellschaft entscheiden, Anteile des einzelnen Teilfonds zu annullieren und Anteile/von einem anderen Teilfonds oder einem anderen gemäß dem Luxemburgischen Gesetz vom 30. März 1988 betreffend Organismen für gemeinsame Anlagen gegründeten OGAW (Organismus für gemeinsame Anlagen) auszugebende Anteile zuzuteilen.

Die Anteilhaber werden über den Zusammenlegungsbeschluss auf die gleiche Weise wie bei der Auflösung der Teilfonds informiert. Während des Monats nach der Mitteilung dieses Beschlusses sind die Anteilhaber berechtigt, ihre Anteile ganz oder teilweise im Einklang mit den im Abschnitt «Rücknahme von Anteilen» dargelegten Richtlinien - unentgeltlich - zu dem dann geltenden Nettoinventarwert zur Rücknahme einzureichen. Nicht zur Rücknahme eingereichte Anteile werden auf der Grundlage des Nettoinventarwerts der entsprechenden Teilfonds oder der Anteile des anderen OGAW, der für den Tag des Inkrafttretens der Zusammenlegung berechnet wurde, umgetauscht.

Art. 14.- Steuern und Kosten des Fonds.

Steuern

In Übereinstimmung mit der zur Zeit gültigen Gesetzgebung im Großherzogtum Luxemburg unterliegt das Vermögen des UBS (LUX) INSTITUTIONAL FUND keiner luxemburgischen Quellen-, Einkommens-, Kapitalgewinn- oder Vermögenssteuer. Das Vermögen des Fonds unterliegt in Luxemburg nur einer so genannten Abonnementsteuer («Taxe d'abonnement») von gegenwärtig jährlich 0,05 Prozent, zahlbar pro Quartal auf das am Quartalsende ausgewiesene Nettofondsvermögen. Wenn ein Teilfonds oder eine Klasse eines Teilfonds institutionellen Anlegern vorbehalten ist, kann die Abonnementgebühr auf jährlich 0,01 Prozent des Nettofondsvermögens des jeweiligen Teilfonds bzw. der jeweiligen Klasse gesenkt werden.

Entsprechend der derzeit geltenden Gesetzgebung unterliegen Anteilhaber keinen Einkommens-, Vermögens- oder anderen Steuern in Luxemburg, es sei denn, sie haben oder hatten ihren Wohnsitz in Luxemburg oder sie haben eine Betriebsstätte in Luxemburg mit Eigentum an Fondsanteilen.

Potentielle Zeichner des Fonds sollten sich über die für Zeichnung, Kauf, Bestand und Rücknahme von Anteilen anwendbaren Gesetze und Rechtsvorschriften (d.h. hinsichtlich möglicher steuerlicher Vorschriften oder Devisenkontrolle) in den Ländern ihrer Staatszugehörigkeit, ihres Aufenthaltsortes oder Wohnsitzes informieren.

Kosten

Der Fonds trägt die folgenden Kosten:

- alle Steuern, die möglicherweise auf das Vermögen oder die Erträge des Fonds erhoben werden, insbesondere die Abonnementgebühr;
- die üblichen Provisionen, die gewöhnlich bei Wertpapiergeschäften anfallen;
- Gebühren der Depotbank und der Zentralverwaltungsstelle, die im Einklang mit der Gebührenordnung stehen müssen, die Banken und Zentralverwaltungsstellen am Finanzplatz Luxemburg üblicherweise anwenden;
- eine Provision in Höhe von bis zu 2% p.a., die ausgehend vom Nettoinventarwert des Teilfonds berechnet wird und monatlich an den Portfolio-Manager zu zahlen ist, und gegebenenfalls eine Anlageerfolgsprämie, die entsprechend den Bestimmungen im Verkaufsprospekt des Fonds an den Portfolio-Manager zu zahlen ist;

- die Kosten, die möglicherweise für außergewöhnliche Schritte oder Maßnahmen anfallen, insbesondere Sachverständigengutachten oder Prozesse, die möglicherweise zum Schutz des Vermögens des Fonds notwendig sind;
- alle Kosten in Bezug auf die Gründung des Fonds;
- die Kosten der Erstellung, Hinterlegung und Veröffentlichung von Verträgen und anderen Dokumenten hinsichtlich des Fonds, einschließlich der Gebühren für die Benachrichtigung aller Behörden und Registrierung bei allen Behörden, die Kosten für Erstellung, Übersetzung, Druck der periodischen Publikationen und aller anderen Dokumente, die von den jeweiligen Gesetzen und Rechtsvorschriften vorgeschrieben sind, die Kosten der Erstellung und Verteilung von Mitteilungen an Anteilhaber, die Gebühren der Abschlussprüfer und Rechtsberater des Fonds und alle anderen ähnlichen Kosten.

Die mit der Gründung des Fonds verbundenen Aufwendungen und andere außerordentliche Aufwendungen können über einen Zeitraum von bis zu fünf Jahren abgeschrieben werden. Diese Beträge belaufen sich voraussichtlich auf etwa USD 35.000,-. Die mit der Auflegung neuer Teilfonds verbundenen Kosten werden lediglich bei dem betreffenden Teilfonds über einen Zeitraum von bis zu fünf Jahren abgeschrieben. Offenstehende Kosten bezüglich der Auflegung des Fonds werden lediglich unter den Teilfonds abgeschrieben, die bei der Auflegung des Fonds gebildet wurden.

Betriebs- und Verwaltungskosten werden proportional zu ihrem jeweiligen Nettovermögen (oder auf gerechte und angemessene Weise, die von der Verwaltungsgesellschaft festzulegen ist) unter den Teilfonds, den Anteilskategorien und Anteilsklassen aufgeteilt.

Die Verwaltungsgesellschaft erhält keine Vergütung zu Lasten des Vermögens des Fonds.

Art. 15.- Verjährung, Anwendbares Recht und Gerichtsstand. Die Ansprüche der Anteilhaber gegenüber der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank verjähren fünf Jahre nach dem Eintritt des den Anspruch begründenden Vorfalls.

Dieses Verwaltungsreglement unterliegt dem luxemburgischen Recht. Die englische Fassung des vorliegenden Verwaltungsreglements ist maßgebend und bindend.

Das Bezirksgericht Luxemburg ist für die Beilegung von Streitigkeiten zuständig, die zwischen den Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank entstehen. Es kommt das luxemburgische Recht zur Anwendung.

Luxemburg, den 5. Oktober 2003.

UBS BRINSON FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

Als Verwaltungsgesellschaft

Unterschriften

UBS (LUXEMBOURG) S.A.

Als Depotbank

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 16 octobre 2003, réf. LSO-AJ03962. – Reçu 70 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(065536.2//1209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2003.

FONCIERE DE LA PETRUSSE, Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R. C. Luxembourg B 96.298.

L'an deux mille trois, le douze septembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1.- La société anonyme de droit luxembourgeois FIDALUX S.A., établie et ayant son siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg,

ici valablement représentée par son administrateur-délégué avec pouvoir de signature individuelle:

Monsieur Christophe Blondeau, employé privé, avec adresse professionnelle au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg,

2. La société de droit panaméen TENO S.A., établie et ayant son siège social à Panama-City (République du Panama), ici représentée par Monsieur Christophe Blondeau, préqualifié,

en vertu d'une procuration générale lui délivrée à Panama-City, le 23 juillet 1999, dont une copie certifiée conforme, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme de participations financières que les parties prémentionnées déclarent constituer entre elles et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes une société anonyme, dénommée FONCIERE DE LA PETRUSSE.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg. Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pourra être transféré par décision de l'assemblée générale extraordinaire délibérant comme en cas de modification des statuts dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'acquisition de tous biens ou droits immobiliers ou mobiliers à Luxembourg comme à l'étranger ainsi que la propriété, l'administration, la gestion, l'exploitation directe, par bail, location ou autrement des biens ou droits dont la société pourrait devenir propriétaire.

La société a également pour objet la mise en valeur des immeubles et droits immobiliers possédés par elle-même, c'est-à-dire: passer tous contrats avec tous architectes ou entrepreneurs, souscrire tous emprunts ou ouvertures de crédit avec ou sans garantie hypothécaire ou autre, engager la société au remboursement des sommes dues et au paiement des intérêts et agios, consentir toute délégation de loyer.

La société a également pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La société peut enfin acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra encore effectuer toutes opérations commerciales, immobilières, financières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille Euros (EUR 31.000,-) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en titres représentatifs de plusieurs actions.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires, rééligibles et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et pourra également désigner un vice-président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou à son défaut du vice-président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues. Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Toutefois, le premier administrateur-délégué peut être nommé par l'assemblée générale.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil.

La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Assemblée Générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le dernier mardi du mois de juin à 10.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de la même année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 18. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 20. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine exceptionnellement le 31 décembre 2003.

2.- La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2004.

Souscription et Libération

Les actions ont été souscrites comme suit:

1.- la société anonyme FIDALUX S.A., prénommée, trois cents actions. 300

2.- la société anonyme TENO S.A., prénommée, dix actions. 10

Total: trois cent dix actions 310

Toutes les actions ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille Euros (EUR 31.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ mille cinq cents euros.

Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant les comparants se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

Sont nommés aux fonctions d'administrateurs:

1.- Monsieur Christophe Blondeau, employé privé, avec adresse professionnelle au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg;

2.- Monsieur Jean-Jacques Soisson, ingénieur commercial, avec adresse professionnelle au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg;

3.- Monsieur Romain Thillens, licencié en sciences économiques, avec adresse professionnelle au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

Le mandat des administrateurs ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire à tenir en l'an 2009.

Deuxième résolution

Est nommée aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société à responsabilité limitée HRT REVISION, S.à r.l., ayant son siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

Troisième résolution

L'adresse de la société est fixée au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la société, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, la personne comparante prémentionnée a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: C. Blondeau, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 18 septembre 2003, vol. 879, fol. 56, case 5. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 10 octobre 2003.

J.-J. Wagner.

(067114.3/239/170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2003.

FINANDEUX S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Capital social: 564.900,- EUR.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 70.352.

—
DISSOLUTION

Extrait

Il résulte d'un acte reçu sous seing privé daté du 24 septembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 9 octobre 2003, réf. LSO-AJ02066, que la liquidation de la société FINANDEUX S.A., a été clôturée, la dissolution ayant été décidée par acte du Notaire Joseph Elvinger en date du 12 septembre 2003.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 9 octobre 2003, réf. LSO-AJ02066. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(067340.3/581/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 octobre 2003.